

Propagande et information

L'émission *Un œil sur la planète* : pétition pour un Etat palestinien

Aujourd'hui je fais mon *outing* : lundi 3 octobre 2011 vers 23h, en regardant sur France 2 « un œil sur la planète » je me suis surprise à devenir antisémite. Ces horribles juifs qui tirent pour le plaisir sur tout ce qui bouge, qui volent les terres et l'eau, et en plus qui dominent le monde et en premier lieu les USA en terrorisant tous ceux qui auraient des velléités de critiquer Israël. Et devinez quoi ? Ces diables belliqueux s'attaquent à un monde palestinien qui ne rêve que de paix et d'amour.

Anne Lifshitz-Krams

Anciennement chargée de recherches au
CNRS

La liberté est gravement menacée

Avouant avoir reçu 800 mails de protestations, le rédacteur en chef de l'émission, Patrick Boitet, affirme dans une interview au *Parisien* : « Nous avons fait notre travail de journalistes avec rigueur (...) Pour le Proche-Orient, les opinions s'enflamment facilement. Mais là, c'est exagéré¹ », ajoutant même : « Il y a sept ans, nous avons fait une émission sur Israël sans faire parler les Palestiniens. Les plaintes étaient beaucoup moins nombreuses. »

« Avec rigueur » ? C'est ce que nous examinerons ci-dessous. Exagéré ? Qu'y a-t-

il d'exagéré à protester contre le travail de journalistes ? Nonobstant l'outrance regrettable de certains messages, il est dommage qu'un tel afflux de protestations à chaud – donc manifestement non concertées] n'inspire à ce rédacteur en chef pas plus de considération. Ne devraient-elles pas plutôt l'interroger sur la qualité de son travail ? Ce qui était « exagéré » n'était-ce pas ces deux heures de propagande s'intitulant « reportage » sur une chaîne publique ? Quant à sa dernière phrase, monsieur Boitet est bien trop fin homme de télévision – outre que ce sont les enfants juifs qui souffrent dans les cours de récréation à chaque émission de ce type, et pas les autres² – pour ignorer qu'il ne suffit pas de faire parler un Israélien et un Palestinien l'un après l'autre pour fabriquer une émission équilibrée (en témoigne cet entretien avec Avraham Burg dont nous ne parlerons pas ici). Il ne suffit pas non plus d'accorder quelques minutes à un journaliste israélien peu combattif : un bel effort fait lors de la reprise de l'émission sur TV5 monde qui a surtout été l'occasion pour Etienne Leenhardt de fortifier ses positions. L'équilibre consiste à laisser s'exprimer des points de vue contradictoires et à vérifier ses dires. On peut parfaitement avec une émission qui ne fait parler que des israéliens parvenir à diaboliser Israël. On peut aussi, sans forcément mentir réellement, ne pas dire la vérité. Tout est une question de montage, de choix des images et des formulations qui accompagnent l'image, de dit et de non-dit. C'est ce que nous allons démontrer.

Et puisqu'il est question « d'exagération », Monsieur Enderlin (qui fait une brève apparition comme intervieweur dans un des reportages) crie sur son blog à la « censure » et à « l'atteinte intolérable au droit d'informer ». Monsieur Enderlin fait une nouvelle fois bien peu de cas du droit de tout téléspectateur à critiquer le travail des journalistes et/ou de tout citoyen de réagir à la diffamation. C'est peut-être l'occasion de rappeler l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 21 mai 2008 déboutant monsieur Enderlin de sa plainte en diffamation contre Philippe Karsenty :

« Qu'alors que Philippe Karsenty aborde des sujets d'intérêt général, telles les méthodes de travail des médias et, précisément de la chaîne publique, la force des images et la pertinence des commentaires sur le vif, partant, le droit du public à une information sérieuse, ce qui donne toute sa légitimité à la publication de ses recherches, Charles Enderlin peut d'autant moins se soustraire à la critique qu'elle le vise en tant que professionnel de l'information, correspondant en Israël et dans les territoires palestiniens pour les journaux télévisés de France 2 diffusés aux heures de grande audience, et qu'à ce titre il s'expose inévitablement et consciemment à un contrôle des plus attentifs de ses faits et gestes de la part de ses concitoyens comme de ses confrères³. »

Manifestement Charles Enderlin n'a pas bien lu ce qui lui a été dit ce jour-là par les juges.

Réaction corporatiste autant qu'idéologique, le lendemain le syndicat des journalistes CGT (SNJ-CGT) le rejoint, s'élevant lui aussi dans un communiqué contre « *l'insupportable pression sur France 2* », et estimant que « *la liberté d'information est gravement menacée* ». Dans la même dépêche, on apprend que l'association du Prix Albert-Londres « monte au créneau », dénonçant de concert ce qui serait des « *attaques au droit fondamental d'informer* », ajoutant ce commentaire qui pourrait être un modèle du genre : « *En France la critique est libre.* » Certes, a-t-on envie de répondre à cette vénérable institution (même si on attend des journalistes qu'ils fassent de l'information plutôt que de la « critique ») mais pourquoi alors considèrent-ils la critique comme quasi-criminelle dès lors qu'elle vise leur travail ? Et cela particulièrement quand il s'agit de la délicate question du conflit israélo-palestinien. La liberté d'information ne dispense pas les journalistes de leurs responsabilités ni du respect d'une certaine déontologie, encore moins de leur obligation – s'agissant du service public – de rendre des comptes de leurs actions aux citoyens.

Qui donc priverait messieurs Boitet, Enderlin ou Leenhardt de leur liberté de parole ? Qui donc les a censurés ? Quelqu'un aurait-il demandé que l'émission ne soit pas diffusée ? Elle a non seulement été diffusée, mais rediffusée. En l'occurrence pour ma part, je n'ai vu que des citoyens en colère et des associations les représentant qui protestent après la diffusion d'une émission contestée et contestable.

On se souvient des pétitions savamment orchestrées, à la fois par le lobby pro-palestinien et par celui de la presse, pour la défense de Daniel Mermet, de Charles Enderlin, de Siné, ou de quelques autres accusant chaque fois le « lobby sioniste » de vouloir interdire la « critique » d'Israël⁴. Cela même et y compris quand Israël n'avait rien à voir avec la plainte qui visait l'un ou l'autre de ceux qui étaient ainsi défendus. Comme dans le cas de Siné qui attaquait Jean Sarkozy sur sa judéité supposée et la liait avec le pouvoir et l'argent.

Allons-nous bientôt voir, derrière la bannière blanche de monsieur Enderlin et sous la pression conjointe des lobbys pro-palestinien et des journalistes, jeter dans un cul-de-basse-fosse pour atteindre à la dignité des journalistes – comme pour les atteintes au roi ou au prince dans certains royaumes ou principautés pas si lointains – ceux qui oseront dénoncer la partialité d'une émission ou d'un article (et bien sur uniquement s'agissant d'Israël) ? Les journalistes auraient-ils un statut de droit divin qui les mettrait à l'abri de la critique ?

Malgré ces tentatives d'intimidation, nous allons ici user pleinement de notre droit citoyen de critiquer le travail des journalistes et revendiquer haut et fort notre droit à une information sérieuse et vérifiée. Car ce jour là, il fallait vraiment être déjà bien informés pour sortir indemne de l'accumulation de clichés dument ratiifiés et mis en scène qui nous a été infligée deux heures durant en guise de préparation au sommeil.

L'épreuve des faits

«Jusqu'à preuve du contraire, aucun des faits présentés dans cette émission n'a pu être démenti.» C'est ce que prétendent l'Association Albert-Londres et les auteurs de l'émission sourds aux critiques. Nous allons donc prendre un à un les faits « établis » traités dans cette émission pour démontrer que chacun ou presque peut être pour le moins questionné ou contextualisé.

La ronde des gimmicks

Ce n'est malheureusement pas propre à cette émission : une suite de gimmicks réprobateurs ou d'approximations fait désormais office d'information dès lors qu'on introduit le dossier israélo-palestinien. Mais Etienne Leenhardt ou celui qui a rédigé son texte les a accumulés en un temps record, tant dans son introduction générale que dans celle de chacune des séquences ou dans l'agencement de ces séquences. Et si finalement, le grand défaut de cette émission – outre la durée de la punition qui finit par faire système – était sa vacuité totale en matière d'information ? Et si de façon concomitante elle pêchait l'absence totale de curiosité des journalistes « rigoureux » pour aller rechercher les faits au delà de ces clichés comme au-delà de ce qui leur est obligamment donné à voir par leurs interlocuteurs ? Pas tant ce qui est dit que ce qui est passé sous silence, ou dit à moitié. Reprenons donc un par un pour commencer chacune des idées reçues que cette courte introduction induit.

Quel partage de quelles responsabilités?

Dès la première phrase du préambule («Y aura-t-il un jour une Palestine libre aux côtés d'Israël? L'ONU l'avait prévu, c'était en 1947 au moment de la création de l'Etat Hébreu, mais le partage n'a pas eu lieu, et chacun porte une responsabilité dans cet échec») un historien un peu attentif hausse les sourcils. Que s'est-il donc passé en 1947 ? L'ONU a-t-il vraiment « créé l'Etat Hébreu » ou a-t-il simplement suggéré un « partage » comme le dit la phrase suivante ? Nos « rigoureux » journalistes semblent bien confus, télescopant dans la même phrase le plan de partage de 1947 et la proclamation de l'Etat israélien... le 15 mai 1948. Peut-être pensent-ils que c'est à chacun de faire le tri en fonction de son idéologie ?

Que s'est-il donc ensuite passé ? Tout ce que nous saurons, c'est que « les responsabilités sont partagées » dans la non-crédation de l'Etat arabe de Palestine. Une phrase lapidaire en dessous de laquelle chacun mettra ce qu'il veut. Là encore, on attendrait que des journalistes « rigoureux » nous en disent plus. Qu'ils nous parlent par exemple du refus arabe de ce plan et de l'attaque immédiate du seul Etat qui l'a accepté, et a en conséquence déclaré son indépendance, par l'ensemble des pays arabes. De cette guerre et de qui l'a déclenchée, on ne saura rien.

N'aurait-il pas été, aussi, informatif qu'il soit glissé ne serait-ce qu'un mot de

ce rêve d'un Etat arabe À LA PLACE d'Israël seule cause depuis 1947 et au moins jusqu'en 1993 (du moins officiellement) de la non création d'un Etat palestinien ? Les Palestiniens ont préféré ne pas avoir d'Etat du tout qu'un Etat AUX CÔTÉS d'Israël. Le sujet ne sera abordé que pour en attribuer l'ambition au seul Hamas ou furtivement dans le chapitre sur le « droit au retour ».

La formule simplificatrice « partage des responsabilités » est désormais celle qui prévaut. Elle est sensée résumer à la fois le plan de partage de la Palestine, le refus arabe de ce partage ayant mené à la guerre de 1948, l'enfermement à vie par l'ONU et les pays arabes dans des camps des réfugiés de ce conflit ainsi que de leurs descendants sur maintenant quatre générations, et accessoirement l'occupation israélienne depuis 1967. En fait, jointe dans le texte écrit sur le site de l'émission au mot « injustice » elle est la meilleure façon d'éviter de rappeler le désir d'anéantissement de l'Etat juif.

Dès cette première phrase on entre dans le narratif palestinien de l'histoire. Un narratif qui veut oublier la responsabilité des pays arabes pour ne pointer du doigt que le « péché originel » d'Israël.

Rêve d'indépendance

La phrase suivante du préambule est tout aussi imprécise : « *ce peuple [palestinien] n'a jamais oublié son rêve d'indépendance* ». Une phrase banale qui énonce une évidence ? Notre oreille est si habituée à l'entendre qu'elle n'est plus jamais interrogée. Pourtant à y bien réfléchir, une telle formulation (et la revendication qu'elle sous-entend) nécessiterait quelques explications de la part d'un journaliste « rigoureux » et curieux.

A quoi et à quand se réfère tout d'abord ce mot de « jamais » ? En général, quand on l'utilise, c'est pour évoquer la notion de « de tout temps ». Pourraient-ils nous dire depuis quand les Palestiniens rêvent d'indépendance en tant que « peuple » ? Depuis la conquête ottomane ? Depuis le mandat britannique ? Depuis le plan de partage de 1948 ? Ou seulement depuis la guerre de 1967 ?

Les Palestiniens n'ont pas profité du plan de partage pour déclarer leur Etat en 1948. Ils n'ont pas, entre 1948 et 1967 quand la Jordanie avait annexé la Cisjordanie et que l'Egypte s'était emparée de Gaza, exigé sur le territoire qui leur restait cette indépendance dont ils rêvaient tant. Ils ont pendant 20 ans préféré se satisfaire d'être sous la tutelle d'autres pays. Après tout, même opposés à la création d'Israël, si l'indépendance avait été à ce moment leur principal désir, ils auraient pu prendre au mot l'ONU, refuser le diktat de la Ligue arabe, et déclarer comme les Israéliens leur Etat. Ca ne les empêchait nullement ensuite de demander l'aide des autres pays arabes afin d'essayer de conquérir le reste de la Palestine qu'ils estimaient leur appartenir à partir de leur propre Etat.

Avant de revendiquer leur indépendance, leur premier acte a été de faire la guerre à Israël en se mettant sous la tutelle des autres pays arabes. On peut en déduire que ce rêve « d'indépendance » était dominé et même étouffé par un cauchemar insupportable : l'existence d'un Etat juif.

Le journaliste « rigoureux » aurait pu (dû?) nous éclairer sur l'histoire et l'évolution réelle ou supposée du contenu de ce rêve. Il aurait pu par exemple (pour peu qu'il ait cherché l'information) nous faire part d'un sondage réalisé par un institut palestinien – ne datant pas d'il y a 60 ans mais d'il y a tout juste un an – qui montre qu'aujourd'hui encore il n'est pas certain que la majorité des Palestiniens soient prêts à abandonner le rêve de la disparition d'Israël pour obtenir plus vite l'indépendance.

Si on en croit ce sondage le premier rêve partagé par 90% des Palestiniens (pas 10%, ni 20% ni même 50%) est certes une Palestine indépendante, mais une Palestine qui s'étendrait de la mer au Jourdain – et si on lit bien les chiffres, de préférence une Palestine sans Juifs⁶. C'est à regret, et à condition de ne pas renoncer à un « droit au retour pour tous les réfugiés », qu'après plus de 60 ans de combat un nombre non négligeable d'entre eux accepteraient l'indépendance dans le cadre d'une solution à deux Etats... palestiniens.

Cette interprétation du rêve palestinien est un des éléments fondamentaux permettant de décrypter à la fois la revendication d'Abbas à l'ONU et le refus israélien. Comment et sous quelle forme est-on passé – du moins dans le discours officiel de l'OLP – du rêve obsessionnel et avoué de destruction d'Israël à celui plus recevable d'un Etat « aux côtés » d'Israël ? Quel crédit accorder à cette évolution ? Cette question n'était-elle pas au cœur du sujet annoncé de l'émission ? Pourtant – à part quand il s'agit des milices armées palestiniennes – ou comme sous-entendu à propos des réfugiés, pas un mot ne sera dit sur cet espoir de Grande Palestine qui unit encore 90% des palestiniens.

Enlèvement du processus de paix et poursuite de la colonisation israélienne

Le préambule poursuit son catalogue des gimmicks médiatiques en nous affirmant que ce serait « *l'enlèvement du processus de paix et la poursuite de la colonisation israélienne* » qui a poussé les Palestiniens à adresser cette demande de reconnaissance à l'ONU. Un narratif palestinien là encore repris sans distance ni analyse par la plupart des médias français, laissant entendre au lecteur que la responsabilité de l'échec repose entièrement sur les épaules des Israéliens. Pourtant tout observateur un peu attentif du processus menant à l'échec sait qu'il n'y a pas « enlèvement ». Et cela pour une bonne raison : il n'y a jamais eu le plus petit début de négociations. Monsieur Abbas – peut-être par désir de se montrer ferme pour reprendre la main sur le Hamas dont l'influence a été renforcée entre autres par l'affaire de la flottille – a opposé et oppose encore à toutes les propositions un refus total de venir à la table de négociation. Et quand – sous la pression d'Obama – le gouvernement israélien a cédé à ses exigences de préalable en décrétant un gel des constructions pour 10 mois, il a attendu le 10^e mois pour finalement accepter le compromis et décréter qu'il ne continuerait pas sans prolongement du gel. Difficile d'imposer à son partenaire un prolongement de ce gel quand il n'a rien obtenu du premier.

Au Quartette, insistant pour une reprise des négociations, il rétorque maintenant qu'il refuserait toute proposition qui n'inclurait pas le gel des colonies et les « frontières de 1967 ». Et si monsieur Abbas, sachant qu'il n'obtiendrait jamais par la négociation ce qu'il revendique, avait simplement décidé de se passer de négociations et d'obtenir toutes ses exigences en passant par-dessus la tête des Israéliens ? C'est en tout cas la version israélienne.

Un journaliste « rigoureux » ne pourrait-il pas au moins être plus nuancé sur les culpabilités dans l'échec de ces négociations et soit nous donner en parallèle la version israélienne et la version palestinienne des causes de cet échec soit ne donner que la chronologie factuelle plutôt que de désigner le coupable ?

Un Etat de Palestine dans le cadre des frontières de 1967

Continuons à lire ce préambule. Les Palestiniens réclament à l'ONU, nous dit Etienne Leenhardt reprenant le discours de Mahmoud Abbas, « *un Etat de Palestine dans le cadre des frontières de 1967 (Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est)* ». Une expression qui a fait fortune et dont on ne connaît pas l'inventeur, mais qui n'a jamais fait l'objet d'analyses de la part de nos journalistes.

Pourtant, en 1967 (ou plutôt avant juin 1967), il n'y avait aucun Etat nommé Palestine, donc aucune « frontière » avec cet Etat inexistant. C'est sur la Jordanie et sur l'Egypte que ces territoires ont été conquis. Et même avec ces pays, ces « frontières » n'en ont jamais été. Ce que l'on nomme de façon plus appropriée la « ligne verte », parce qu'elle avait été tracée au feutre vert sur une carte, ne représente que la ligne de cessez-le-feu... de la guerre de 1948. Des lignes qui, comme toutes les lignes de cessez-le-feu ne correspondent à aucune logique qu'elle soit historique, géographique, politique, ou stratégique, pas plus qu'elles ne correspondent à aucun traité de paix.

Mieux : les accords d'armistice israélo-arabes de 1949 stipulent explicitement (*à la demande insistante des pays arabes*, mais aussi des Britanniques et des Américains) que les lignes d'armistice ne constitueraient pas des frontières permanentes ou *de jure* et ne préjugeraient pas des revendications territoriales ultérieures. En particulier, l'accord israélo-jordanien affirme que « *Ces lignes de démarcation sont agréées par les parties sans préjudice d'accords ultérieurs ou d'accords frontaliers ultérieurs ou de revendication ultérieures des parties* » qui seuls prévaudraient.

Une tentative de confirmation de ces lignes d'armistice en frontières a même échoué à la conférence de Lausanne de 1949 (27 avril-12 septembre). N'est-il pas déconcertant de voir les mêmes qui avaient formellement exigé – parce qu'ils espéraient une nouvelle guerre victorieuse – que ces lignes ne soient pas considérées comme « frontières », les revendiquer aujourd'hui comme frontières non contestables et quasiment non modifiables ? Et n'est-il pas étonnant que des journalistes « rigoureux » ne nous expliquent pas ces faits ?

Pour revendiquer ces lignes en tant que frontières, Mahmoud Abbas prend appui sur la résolution 242 de l'ONU. Une résolution dont on connaît les diver-

gences volontaires entre la version française et la version anglaise, mais qui à aucun moment ne détermine ni même n'évoque des lignes frontalières. Même si on prend la version française, il n'est question que de retrait de l'autre côté des lignes de la guerre précédente qui avaient donné lieu à un accord.

Mieux encore, la résolution 242 avait été acceptée par Israël (le 12 juin 1967) mais rejetée par l'OLP (le 15 octobre 1968), affirmant devant l'Assemblée générale que « la mise en œuvre de la dite résolution mènerait à la perte de tous les espoirs d'établissement de la paix et de la sécurité en Palestine et au Moyen Orient ». Par ailleurs, lors du sommet de Khartoum (1^{er} septembre 1967⁸) la Ligue arabe lui a opposé un triple « non », car cela supposait la reconnaissance d'Israël.

Même si ils sont revenus en 1993 du bout des lèvres sur ce rejet, n'est-il pas à nouveau déconcertant de voir Mahmoud Abbas se réclamer aujourd'hui, comme d'un texte non négociable, d'une résolution qu'ils avaient alors rejetée ? Et d'ailleurs de seulement la partie qui l'intéresse dans cette résolution.

Toujours dans le cadre d'une émission qui pose la question de l'indépendance possible d'un Etat Palestinien, et même dans le cadre d'un court préambule, un journaliste « rigoureux » ne devrait-il pas – au lieu de se contenter de nous dire ce qui se trouve à l'intérieur de ces lignes revendiquées – être un peu plus informatif sur ce qu'est cette ligne et sur les débats autour des diverses résolutions dont se réclame Mahmoud Abbas ? Tous les téléspectateurs sont-ils forcément au courant de ce qui se cache sous ces mots ?

Une fois cette information donnée, les téléspectateurs curieux que nous sommes vont normalement se demander qui, (à quel moment, dans quelles circonstances) est passé de la désignation de cette ligne comme ne préjugant en rien du tracé des frontières à la sommation qu'elles doivent le devenir. Et cela que ce soit dans les organisations internationales, les représentations diplomatiques, les pourparlers de paix ou dans les médias. Voilà qui serait un vrai beau travail d'investigation pour un journaliste « rigoureux ». Et ce serait une vraie information pour les téléspectateurs dans le cadre d'une émission sur un futur Etat palestinien, plutôt que cette soupe de gimmicks mille fois récités de la communication palestinienne.

Absence de curiosité encore de nos journalistes « rigoureux » ? Ils ne se sont livrés à aucun travail d'investigation sur la crédibilité qu'il faut accorder à cette revendication par Abbas des « frontières de 1967 ». Pourtant, le jour même où Mahmoud Abbas s'exprimait à l'ONU sous les applaudissements, Abbas Zaki, membre du Comité central du Fatah, ancien représentant du Fatah au Liban, affirmait sur al-Jazeera : « Lorsque nous disons que l'accord doit être basé sur ces frontières, le président [Mahmoud Abbas] comprend, nous comprenons, et tout le monde sait que : l'objectif ultime ne peut être accompli en une seule fois. (...) Si nous disons que nous voulons détruire Israël ... Allez, c'est trop difficile. Ce n'est pas une politique acceptable à dire. Ne dites pas ces choses au monde. Gardez-les pour vous... » Ajoutant : si Israël évacue les colonies et Jérusalem, Israël est condamné⁹.

N'est-ce pas là de vraies informations que les téléspectateurs de *France 2* aimeraient connaître ? Nos journalistes « rigoureux » n'ont-ils pas entendu ou pas voulu entendre ces discours divergents non seulement entre le Hamas et le Fatah, mais au sein même du Fatah que représente Mahmoud Abbas et même parfois sans ses propres discours selon à qui il s'adresse ? Ces contradictions créent un malaise qui est pourtant bien au cœur de la question posée par l'émission. Malaise oublié de façon bien désinvolte par nos médias.

Jérusalem-est

Terminons sur la question de Jérusalem-Est qui devrait être – nous répète-t-on comme une évidence qui ne peut être remise en question – la capitale « naturelle » du futur Etat de Palestine. Le plan de partage (résolution 181) prévoyait l'internationalisation de Jérusalem. Après la guerre de 1948, la Jordanie annexe la Cisjordanie, y compris la partie de Jérusalem en sa possession – dont les lieux saints de toutes les religions qui seront dès lors interdits aux Juifs.

Par sa résolution 194 du 11 décembre 1948, l'Assemblée générale a pourtant réaffirmé le principe de l'internationalisation et elle renouvelle aussi l'obligation de libre accès aux lieux Saints. C'est en se prévalant de ces deux résolutions que, quand en 1950 les Israéliens ont désigné Jérusalem-ouest comme capitale, la communauté internationale lui a dénié ce droit. Une opposition qui vaudra jusqu'en 1967, date à partir de laquelle c'est la réunification qui sera déclarée illégale. Dans le même temps et sauf erreur, aucune résolution n'a condamné la Jordanie pour son annexion de la vieille ville ni pour son interdiction aux Juifs de leurs Lieux Saints contraire aux résolutions 181 et 194.

Et ce n'est qu'en 1980 que l'expression « territoire arabe occupé » concernant Jérusalem (sans préciser est ou ouest) apparaît dans les résolutions 465 et 476 de l'ONU:

« Gardant présent à l'esprit le statut particulier de Jérusalem et, spécialement la nécessité de protéger et de préserver la dimension spirituelle et religieuse unique des Lieux Saints de cette ville, Réaffirmant ses résolutions concernant le statut de la Ville Sainte de Jérusalem, en particulier les résolutions 252 (1968), 267 (1969), 271 (1969), 298 (1971) et 465 (1980), (...) Réaffirme la nécessité impérieuse de mettre fin à l'occupation prolongée des territoires arabes occupés par Israël y compris Jérusalem.

(...) Confirme à nouveau que toutes les mesures et dispositions législatives et administratives prises par Israël la Puissance occupante, en vue de modifier le caractère et le statut de la Ville Sainte de Jérusalem n'ont aucune validité en droit (...)»

Une résolution bien ambiguë ou seul le dernier paragraphe reprend les textes des résolutions successives citées plus haut. Elle entérine de fait la l'annexion

de Jérusalem-est par la Jordanie en 1948 tout en ne reconnaissant pas celle de Jérusalem ouest par Israël. Il y est bien fait mention du statut particulier de Jérusalem, mais la référence aux résolutions 181 et 194 a totalement disparu du paysage. Si Jérusalem (tout Jérusalem ?) devient « territoire arabe occupé » en 1980 (les résolutions précédentes parlaient de « la partie occupée de Jérusalem » sans la nommer « territoire arabe »), alors quel statut de Jérusalem « ville Sainte » veut-on « préserver »? Qu'est-il arrivé à l'internationalisation ?

Qu'en est-il maintenant de Jérusalem-est comme capitale de la Palestine ? Même si en 1988, Arafat a déclaré un Etat Palestinien sur toute la Palestine mandataire avec Jérusalem comme capitale, jamais aucune négociation n'a entériné Jérusalem-Est comme capitale de l'Etat Palestinien. Les accords d'Oslo ne disent rien non plus du statut de Jérusalem. Et c'est bien entre autres sur le statut de Jérusalem qu'ont échoué les négociations de Camp David II en 2000, moment où l'Autorité palestinienne a voté une loi établissant Jérusalem capitale d'un futur État, loi ratifiée en 2002, mais qui n'a jamais été ratifiée au niveau international.

Alors quand et comment est-on passé dans le discours de l'ONU et dans celui des médias de l'interdiction faite à Israël – au nom du droit international – de désigner même Jérusalem-ouest comme sa capitale à l'affirmation – au nom du même droit international – que Jérusalem-est (une revendication qui se double souvent d'une négation du lien entre les Juifs et leurs lieux saints) devait être la capitale naturelle d'un Etat palestinien ? Quand les Palestiniens ont-ils commencé à poser cette revendication ? Quand et comment l'ONU a-t-elle changé sa position sur le statut de Jérusalem au profit des seuls palestiniens ?

Une enquête intéressante et vraiment informative que des journalistes « rigoureux » auraient pu faire s'ils avaient vraiment voulu nous éclairer sur cette revendication palestinienne qui de fait ne va pas de soi, même si le gimmick médiatique l'a accrédité et s'il est bien plus facile de se contenter de le répéter.

Des références monocentrées

Juste un mot pour en finir avec le préambule sur la bibliographie proposée sur le site de l'émission (à la rubrique « en savoir plus »). Elle confirme en tout point ce que l'on suspectait de la source unilatérale à laquelle s'est abreuvé le journaliste « rigoureux ». Entre Dominique Vidal, Elias Sambar, Alain Gresh, Shlomo Sand, Pascal Boniface, Charles Enderlin ou Robert Fisk, on cherchera en vain un seul ouvrage donnant un point de vue israélien qui ne soit pas celui de l'extrême gauche antisioniste. Pas non plus un seul site israélien parmi les liens Internet de référence proposés.

Les reportages

Pour en venir à l'émission elle-même, Elle proposait cinq reportages. Le premier réalisé par Martine Laroche-Joubert et Thierry Breton, s'intitulant « Un

Etat en Marche », affirme que la Palestine a déjà tous les attributs d'un Etat. Dans le deuxième reportage, Katia Clarens et Valérie Lucas présentent « les mille visages de Gaza » (on n'en verra en fait qu'un ou deux). Le troisième reportage, d'Alexis Monchovet et Sophie Claudet supposé nous parler des frontières est en fait un réquisitoire contre les colons. Le quatrième, signé Negar Zoka et Malek Sahraoui s'intéresse à la vie difficile des réfugiés au Liban et le dernier, mais non le moindre nous affirme par la voix d'Estelle Youssouffa et Christophe Obert que si les USA soutiennent avec une telle constance l'Etat juif, c'est grâce à la puissance du « lobby pro-israélien »! Le tout était couronné d'un entretien avec Avraham Burg, ancien ministre israélien, ancien Président de l'Agence juive, très populaire en France depuis qu'il s'est découvert une âme d'antisioniste et qu'il se propose de « déjudaïser » Israël¹⁰. Ce sera l'un des rares points de vue israélien auxquels nous aurons droit, mais nous ne le commenterons pas ici.

Dans ce narratif subtil rien n'est complètement vrai, mais rien n'est complètement faux non plus. On l'a vu plus haut, il suffit d'omettre une étape historique ou de mettre en avant un fait sans s'intéresser à ceux qui vont en sens inverse pour changer la perception d'un événement. Nous allons cependant tenter de revenir sur tous les lieux communs, à peu près, contre-vérités ou demi-vérités/demi-mensonges dont ces reportages « rigoureux » se faisaient l'écho en les prenant (pourquoi pas ?) simplement à peu près dans l'ordre de leur apparition à l'écran.

Le miracle Cisjordanien: diable israélien, Saint Pandore et fonctionnaires sans reproches

En préambule au reportage, Etienne Leenhardt proposait ce subtil argument : *«La Cisjordanie est beaucoup plus moderne que le Sud Soudan, dernier pays accueilli comme membre de l'ONU.»* Humour volontaire ou involontaire ? Il n'est certainement pas très difficile d'être plus moderne que le Sud Soudan totalement ravagé par une guerre quasi-génocidaire (2 millions de morts – 1/5^e de la population –, 4 million de déplacés, une famine... et bien moins d'ONG ou d'aide internationale à son chevet que la Palestine) mais est-ce bien le critère nécessaire et suffisant pour décréter un Etat ? Combien d'Etats de l'ONU sont des Etats « modernes »? Mais ce qui provoque vraiment l'hilarité dans cette comparaison, c'est que toute personne un peu informée sait qu'Abbas avait manifesté officiellement son opposition à la sécession de cette partie non musulmane de l'Etat musulman Soudanais¹¹ dont les revendications à l'indépendance – nous disaient alors les médias arabes¹² – étaient liées à un « complot sioniste ». Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne semblait alors pas trop le concerner s'agissant des autres, même s'il a sans honte commencé son discours à l'ONU en félicitant le sud-Soudan pour son indépendance.

Une information que nos journalistes « rigoureux » ne semblent pas avoir vu passer. Sinon, peut-être auraient-ils évité la comparaison.

Ode à la sécurité?

A Ramallah du moins, les Palestiniens vivent bien : commerces de luxe, hôpitaux, hôtels 5 étoiles... A l'insu des journalistes, ce début de reportage pourrait servir de vitrine publicitaire pour la barrière de sécurité. N'est-ce pas parce que cette barrière a mis fin ou presque aux attentats que l'armée israélienne a pu relâcher la pression sur la Cisjordanie ? Et n'est-ce pas parce que la pression est relâchée, que la Cisjordanie est – comme elle l'avait déjà été dans les années qui ont suivi le processus d'Oslo et jusqu'en 2000 – en plein développement économique, avec l'aide israélienne d'ailleurs. Mais nos journalistes « rigoureux » ne le savent peut-être pas : ce n'était probablement pas écrit sur leur brochure touristique.

Réfugiés de l'intérieur et diable israélien

Mais même pour démontrer la préparation des Palestiniens à gérer leur Etat, des journalistes « rigoureux » pouvaient-ils se contenter de cette image florissante ? Après Ramallah, voici un camp de « réfugiés ». Pas question ni dans ce reportage ni dans celui plus spécifiquement dédié aux réfugiés que le journaliste « rigoureux » explique cette étrangeté qui va à l'encontre du texte de 1951 qui règle de sort des réfugiés en droit international : dans ce pays à l'économie en plein miracle économique, 63 ans après 1948 et 45 ans après 1967, près de 700.000 palestiniens n'en profitent pas parce qu'ils jouissent ou pâtissent encore, et cela sur leur propre sol, du statut de réfugiés. Quelque 200.000 vivent encore dans ce que l'on a coutume d'appeler des « camps ». Un statut qui leur assure certes la subsistance minimum grâce à la manne de l'UNRWA mais qui leur interdit en même temps toute velléité d'initiative économique et de choix de leur destin : s'ils quittent le camp pour chercher du travail ou pour être mieux logés, et même si ils construisent des maisons neuves, ils craignent de perdre leur statut de réfugiés et donc leur « droit au retour »¹³. Nous reviendrons plus loin en détail sur la spécificité du droit international à l'usage des seuls Palestiniens qui n'interpelle pas nos rigoureux » journalistes ».

Le même journaliste « rigoureux » ne nous dira pas non plus que ces « réfugiés » de l'intérieur, même nés en Cisjordanie ainsi que leurs parents ont peu à attendre de la déclaration d'indépendance, car il leur a été déclaré clairement à plusieurs reprises que contrairement à ce qui s'est toujours passé dans des circonstances équivalentes, ils n'auraient pas le statut de citoyen du nouvel Etat. Et cela toujours afin de préserver leur « droit au retour »¹⁴.

Par contre nous aurons cette information capitale pour comprendre le sens de la demande Palestinienne : ce camp est *« en deuil après la mort d'un jeune homme tué dans un raid israélien »*, ce que confirme un témoin : *« on peut tomber sous les balles de l'armée israélienne dans la rue sans avoir rien fait »*. Oui, c'est toujours la guerre. Et cela tant que des accords de paix n'ont pas été signés. Le journaliste « rigoureux » transmet le message du témoin, mais ne cherchera pas à en savoir plus.

Pourquoi ce raid ? Quelles sont les circonstances de la mort du jeune homme ? On ne le saura pas. Les journalistes « rigoureux » pourtant auraient pu le savoir. Difficile pour nous, sans connaître la date du reportage, de savoir de quel incident précis il s'agit, mais en allant sur le site de l'ONG B'Tselem qui comptabilise les morts un par un, on apprend que les seuls trois Palestiniens tués en Cisjordanie en août et en septembre l'ont été alors qu'ils jetaient tout à fait paisiblement des pierres sur les soldats.... Ils ne participaient pas au combat affirme l'ONG qui ne comptabilise jamais les jeteurs de pierres sur des soldats comme « participant au combat » ! Mais nous devons croire sur parole le témoin qui nous affirme qu'il s'agissait d'un paisible passant tué pour le plaisir.

La lessive qui lave plus blanc que blanc ou Oui-Oui au pays des Palestiniens

Après cette incursion qui aura opportunément permis de rappeler que les soldats israéliens sont des tueurs sans âme et sans morale, on tombe carrément dans le grotesque avec une sorte d'ahurissant tract publicitaire à la gloire des gentils pandores palestiniens « *qui ne transigent plus avec le respect de la loi* », recevant même devant les caméras un diplôme de « droits de l'homme », sermonnant un jeune contrevenant et osant mettre des PV à des voitures officielles.... Il ne leur manquait plus que les ailes et l'auréole ! On découvre un Etat palestinien dont par magie la corruption aurait été éradiquée : « *une clarté dans les comptes publics dont beaucoup d'Etats feraient bien de s'inspirer* » nous dit le journaliste qui n'a manifestement pas lu les derniers rapports de la Banque mondiale¹⁵, ni les derniers articles de presse qui affirment que la corruption n'a pas totalement cessé¹⁶. De l'utilité de posséder quelques archives personnelles. C'était le 10 juin 2003, Claude Serillon présente sur TV5 une émission intitulée *Rideau Rouge* consacrée au conflit israélo-palestinien dans laquelle des téléspectateurs du monde entier peuvent poser des questions aux personnalités présentes sur le plateau.

Question d'un téléspectateur danois : « Yasser Arafat a été accusé de corruption, comment s'assurer de l'utilisation de l'aide fournie par la communauté internationale ? »

C'est Miguel Angel Moratinos, représentant de l'Union Européenne dans le processus de paix au Moyen-Orient qui répond : « C'est une question qui revient sans cesse. A la commission on est tous des naïfs, on ne prend pas soin des contribuables européens, on donne de l'argent au terrorisme. (...) Mais on a déjà dit, il y a eu des commissions d'enquête, on a demandé à nos amis israéliens qu'ils nous fournissent des preuves que cet argent a été détourné sur les mains des terroristes et on a constaté que c'était pas vrai. On l'a dit à plusieurs reprises, et même des gens... des Européens. *Le nouveau ministre a montré la transparence des comptes palestiniens que n'importe quel pays arabe et du Tiers-monde peut être fier* ¹⁷. »

Depuis 2003, il est vrai que des efforts ont été faits, mais la méthode Coué continue à occulter le réel. En 2003 du moins, on limitait ceux qui devraient s'en inspirer aux pays arabes ou du Tiers-monde. Alors comme aujourd'hui, on faisait semblant d'oublier que ces comptes si bien tenus ne concernaient que les ressources officielles et pas les revenus occultes qui continuent à arriver, que les comptes des grandes administrations et pas ceux des plus bas niveaux où les habitudes ne se perdent pas si facilement.

Dans ce reportage, on ne verra à aucun moment les rues ou camps de vacance pour enfants baptisées du nom des « martyrs » comme cette place « Dalal al-Maghribi » du nom d'une terroriste ayant participé à un attentat en 1978. On n'entendra pas une parole guerrière ni de haine.

Nous aurons droit au conte du pacifique Palestinien confronté au sanguinaire Israélien. Un reportage lisse en forme de prospectus publicitaire sans la moindre note discordante venant troubler l'image des Palestiniens aptes à diriger leur Etat. Tout juste entendra-t-on, si on tend l'oreille – lors du concert final agrémenté d'un très jeune enfant agitant un drapeau – les quelques paroles fort peu pacifiques d'une chanson patriotique. Un reportage qui n'aurait pas déparé la télévision de l'URSS de la belle époque, quand les journalistes devaient tourner là où leurs guides du KGB le leur disaient et quand nos personnalités crypto-communistes revenaient de leur voyage guidé les yeux remplis de la réussite du modèle soviétique.

Nos journalistes « rigoureux » emportés par leur mission « d'information » n'ont pas cherché à connaître ce qu'il pouvait y avoir derrière l'image lisse qu'ont voulu leur donner leurs guides officiels. Naïveté ou choix éditorial ? Un tel « reportage » sans la moindre aspérité ni curiosité aurait-il pu être tourné ailleurs ? Passerait-il sur nos écrans sans soulever au moins quelques ricanements ?

Gaza: Blocus vs roquettes

Changeons d'horizon et passons maintenant à Gaza, sujet du deuxième reportage. Là, le ton s'inverse, on est dans le catastrophisme. A y regarder de près, pratiquement aucune des phrases de ce reportage n'est totalement vraie ni vérifiée (même si certaines ne sont pas complètement fausses): comme nous l'avions remarqué pour le préambule général, toutes font partie du même narratif de ces journalistes paresseux ou complaisants qui se contentent de répéter des leitmotifs convenus et de les illustrer sans jamais en interroger la pertinence. Comme précédemment aussi, c'est dès l'introduction qu'on est fixés : « Le poids des mots, le choc des photos », pour reprendre la devise d'un célèbre magazine. Mais où sont l'information, l'investigation, la contextualisation, l'explication ? Et surtout qu'est-ce qui est vrai ? Prenons un à un tous les gimmicks du narratif convenu qui nous est proposé, en commençant par l'introduction :

«Les tirs de roquettes depuis Gaza sont une réaction au blocus israélien».

C'est depuis le « musée » des roquettes de Sderot qu'Etienne Leenhardt, nous propulse d'entrée dans « le réel » avec ce refrain qui court les rédactions.

FAUX pourtant ! En journaliste « rigoureux », Monsieur Leenhardt n'a à l'évidence pas pris la peine de consulter les archives de sa propre rédaction¹⁸. Pourquoi se fatiguer à faire des recherches quand il suffit de répéter ce que « tout le monde » dit ? Pourtant s'il avait pris la peine de revenir quelques années en arrière et d'étudier les chronologies, il aurait su que le blocus est une conséquence des tirs de roquettes – et accessoirement de l'enlèvement de Gilad Shalit – et pas l'inverse. A défaut de consulter les archives de sa chaîne, il n'avait pas besoin de faire de grandes recherches : il suffisait de quelques *clicks* sur Google.

On apprend ainsi que le Hamas a commencé à tirer des roquettes en 2001, mais que la première à avoir explosé sur le territoire d'Israël date du 10 février 2002. La première qui a atteint Sderot a été tirée le 5 mars 2002. Les tirs se sont bien entendu amplifiés en 2005¹⁹ après l'abandon de Gaza par les Israéliens, mais ce n'est qu'en... janvier 2008 qu'un blocus israélo-égyptien a été décidé quand il a été évident que le Hamas recevait des armes de l'Iran. Ces roquettes avaient déjà fait huit morts avant le blocus.

Dans le reportage lui-même, c'est un pêcheur qui dira le mot magique : «*humiliation*» repris par la journaliste : c'est contre « l'humiliation » que se battent les brigades Ezzedine el Kassam lorsqu'ils envoient des roquettes. Et notre journaliste « rigoureux » ne rappellera pas à Mahmoud Zahar l'accroissement des tirs de roquettes après le départ israélien de Gaza quand celui-ci affirme que les roquettes sont de l'auto-défense et «*s'arrêteront quand Israël stoppera son agression*». Au moins l'auteur du reportage sait qu'Israël déclenche le blocus «*fin 2008 après 2 nouvelles victimes suite à une nouvelle roquette du Hamas*»²⁰. Ca ne l'empêche pas, après l'intervention de Mahmoud Zahar, d'enchaîner avec ce nouveau gimmick : «*C'est un cycle infernal, le Hamas et Israël se rejettent l'un sur l'autre l'origine des violences.*»

«Une majorité n'a rien à voir avec le Hamas et souhaite son départ».

Affirmation pour le moins hasardeuse – appuyée par la conclusion : «*otage de ses extrémistes, la population de Gaza ne rêve que de paix et de reconstruction*» – car elle ne repose bien entendu sur aucune enquête, mais sur la seule conviction du journaliste. Surtout quand on sait qu'aux dernières élections libres, Gaza a voté en majorité pour le Hamas (pas loin de 50% et 57% pour Gaza-ville) et qu'à toutes les élections internes du personnel de l'UNRWA (les seules qui pourraient servir d'indication) le Hamas recueille la presque totalité des sièges. Comment affirmer alors que seule une minorité de Gazaouis soutient les actions du Hamas ? Le 5 février 2009, un sondage du Jérusalem Media and Communication Center affirme que le Hamas devance le Fatah avec 28,6% des voix contre 27,9%, Haniyeh étant la personnalité à qui les Palestiniens font le plus confiance. Le 3 novembre 2010 c'est un sondage du centre de recherche Al-

Mustaqbal publié par le journal égyptien al-Ahram qui révèle que à Gaza, 32,6% voteraient pour le Hamas et 32% pour le Fatah. Selon d'autres sondages réalisés par l'institut palestinien Awad en janvier 2011, à Gaza, plus de 31% approuvent l'action de Haniyeh ; En octobre 2010, l'institut montrait qu'à Gaza, ils sont près de 30% à défendre les actions violentes. Et parmi eux, 40% n'ont aucune objection aux actions contre des civils. Une minorité peut-être, mais peut-on qualifier un tiers de la population d'« infime minorité »? Une proportion qui indubitablement conduirait chez nous un candidat au deuxième tour des élections et peut-être même à la victoire au second tour.

Nous en reparlerons plus loin, car cette phrase sera celle qui donne le ton du reportage : bien séparer d'un côté les activistes lourdement armés dont on ne peut pas éviter de parler, de l'autre les pauvres paysans victimes, ne jamais faire le lien entre les premiers et le reste de la population. A aucun moment nos journalistes « rigoureux » ne chercheront à savoir s'il n'y a pas des vases communicants entre les deux, soit parce chaque famille pourrait avoir son (ses) membre(s) de milice, si ce n'est pas parfois ce paisible paysan interrogé dans la journée que l'on retrouverait sous la cagoule noire le soir. On ne saura de fait jamais combien de Palestiniens émargent d'une façon ou d'une autre dans une milice.

Qu'aurait-on dit dans un reportage équivalent en Israël si le journaliste n'avait pas montré plus de curiosité et cherché à savoir où son témoin milite, si le jeune artiste interrogé le matin ne fait pas le soir sa période ou si ayant interrogé un colon dans son champ il ne l'avait pas ensuite montré lors de ses patrouilles armées ? Dans n'importe quel autre lieu la question n'aurait pu être éludée. Pourquoi s'économiser ce travail et éviter de se poser des questions s'agissant des Palestiniens ? D'où viennent donc ces activistes qu'on nous a montré sous la cagoule noire ? N'ont-ils pas de père, de frère, d'enfant ? Peut-être sont-ils tombés de la lune ?

Plus prison que la prison

C'est un thème récurrent : Gaza est une « prison à ciel ouvert », le mot faisait déjà triomphe bien avant le blocus de 2008 et même avant le désengagement de 2005 comme en témoigne cet article daté du 9 août 2004 de *l'Express*, intitulé « une prison à ciel ouvert²¹ ». On nous y expliquait déjà à quel point les habitants de Gaza souffraient. Déjà on se plaignait de la frontière avec l'Egypte si difficile à franchir. Et on y fustigeait les Checkpoint et le mur en construction. A ce moment-là, il ne s'agissait pas du blocus, mais des conséquences de l'Intifada. Véronique Vercheval une photographe et militante pro-palestinienne affirme dans ses carnets de note avoir découvert en 2002 « Gaza, prison à ciel ouvert », et elle commente : « Je ne vois qu'une raison pour obliger des centaines de personnes à attendre ainsi le bon vouloir de trois soldats : perturber l'esprit, détruire l'estime de soi, exaspérer un peuple, le rendre fou, lui faire perdre patience...²² » Néanmoins, en 2008, un article de Backchich nous expliquait que « depuis la

victoire électorale des islamistes du Hamas aux législatives de janvier 2006, la Bande s'est peu à peu transformée en une prison à ciel ouvert d'où il est presque impossible de s'échapper. ». Alors, depuis quand Gaza est-il une prison à ciel ouvert ? Depuis 2002 ? Depuis 2004 ? Depuis 2006 ? Ou depuis le blocus de 2008 ?

Pour « le fun », en février 2010, le magazine *Géostratégie* commente la bande dessinée de Joe Sacco « Gaza 1956²³ », et le journaliste affirme : « *La bande dessinée Gaza 1956, en marge de l'Histoire est le portrait le plus saisissant de ce territoire palestinien, immense prison à ciel ouvert, mille-feuilles sanglant.* » Vous avez bien lu, Gaza était déjà une « prison à ciel ouvert » en 1956 quand elle était sous domination égyptienne !

On n'échappera pas, dans ce reportage, à ce gimmick accusateur. Cette fois, c'est dès la première image, destinée à susciter le choc et l'indignation : le seul passage entre Israël et Gaza. Pour être bien sur d'obtenir l'effet recherché, le texte appuie l'image : « *un tunnel-cage, comme une souricière géante, le symbole de ce que subit la population de ce territoire depuis des années (...)* ».

Pourtant, au détour du reportage, on entendra un voyageur qui se présente à la frontière avec l'Égypte afin de passer ses vacances à Gaza révéler : « Nous, nous sommes partis en 2007. » On pouvait donc quitter Gaza en 2007 ? Qu'est-ce que c'est que cette prison que tant de gens ont pu quitter ?

Bien sûr que ce point de passage existe, on ne peut pas le nier. Bien sûr qu'on n'est pas libre de circuler à Gaza. Mais l'idée qui se cache dans le commentaire est claire : faire oublier le contexte de guerre (et les attentats montrés pourtant en contrepoint) pour ne laisser voir que le prétendu désir « d'humiliation » des Palestiniens, simples victimes qui « subissent » sans justification.

Si au lieu de vouloir nous édifier ou nous étourdir dès l'entrée en nous assénant images et gimmicks chocs, le journaliste « rigoureux » avait voulu nous informer, il aurait pu prendre le temps d'expliquer ce qui s'est passé à Gaza entre 2005 et 2008, et pourquoi les sorties de Gaza, qui auraient dû être ouvertes sous contrôle européen – et singulièrement français – sont aujourd'hui presque fermées. Il lui aurait suffi pour ce faire de se référer à ce rapport paru sur le site du consulat de France à Jérusalem.

« Sous les tirs quotidiens de roquettes, trois gendarmes français participent à une mission de contrôle et d'observation pour assurer la libre circulation des personnes à Rafah, seul point de passage entre la Bande de Gaza et l'Égypte. À la frontière de l'espoir et du chaos. (...) L'ordre opérationnel de Bruxelles précise que la mission Eubam doit se trouver physiquement à Gaza. Cependant, l'audit sécuritaire réalisé avant la mise en place a déterminé qu'aucune garantie solide ne pouvait être donnée par les Palestiniens pour la sécurité des personnels de la mission.

Depuis la prise de pouvoir du Hamas, dans la Bande de Gaza en juin 2007, les tensions entre factions armées palestiniennes n'ont jamais été aussi fortes avec une recrudescence des tirs de mortiers sur le territoire israélien. Dans l'attente d'une amélioration de la situation politique et sécuritaire, le gouvernement israélien a accepté que l'Eubam s'installe provisoirement sur son territoire à Ashkelon, ville côtière au nord de la Bande de Gaza, à environ 12 kilomètres du mur de séparation.

Si le fait d'être installé à Ashkelon diminue sensiblement les dangers, la mission se trouve malgré tout dans le rayon de portée des roquettes tirées au quotidien par les groupes armés de Gaza et du Hezbollah. En moyenne, 140 roquettes sont lancées par mois, le dernier tir a fait 69 blessés dans un camp militaire à environ 2 kilomètres du quartier résidentiel de la mission européenne²⁴. »

Non, ce n'est pas pour le plaisir « d'humilier » les Palestiniens que ce point de passage a été construit et qu'il est si difficile à franchir. Mais le journaliste « rigoureux » ne prend pas ce temps. Il ne nous expliquera ni le retrait israélien de 2005, ni comment le Hamas a pris le pouvoir, ni comment les tirs de roquettes sur les observateurs européens qui devaient contrôler ce passage et celui vers l'Égypte les ont obligés à rentrer chez eux.

Le journaliste « rigoureux » ne nous expliquera pas non plus que ce type de poste frontière n'est pas unique en son genre. D'autres postes frontières sont en effet tout à fait similaires et aussi difficiles à franchir, certains liés à des situations de conflit, mais certains sans qu'il y ait même l'excuse de la guerre, juste pour stopper l'immigration clandestine. Par exemple, quelle différence entre ce point de passage et les ponts en forme de tunnels grillagés qui enjambent le Rio Grande et avec les kilomètres de mur qui longent la frontière entre le Mexique et les USA ? Quelle différence avec la double clôture de 6m de haut – qui nous concerne directement – séparant les enclaves espagnoles contestées de Ceuta et Melilla et le Maroc ? Ou celle additionnée de mines qui sépare le Maroc du Sahara Occidental ? Pour ne pas être des tunnels grillagés, les portes n'en sont pas moins difficilement franchissables.

Et sur le sol européen même, rappelons en quoi consiste la frontière qui sépare encore hermétiquement les deux parties de Chypre :

« Il s'agit d'une zone démilitarisée (un *no-man's land*) plus ou moins large selon les endroits et qui représente 3% de la superficie totale de l'île. Elle est partout infranchissable et sous contrôle des Nations-Unies. Le seul point de passage (un pour les piétons et un autre pour les véhicules) se situe dans la capitale Nicosie, sous contrôle au nord des troupes turques et au sud de la Garde nationale chypriote. Depuis le 22 avril 2003, si les conditions de passage se sont assouplies, permettant

notamment l'aller-retour quotidien de nombreux travailleurs turcs du nord vers le sud de Nicosie, il n'empêche que la capitale reste coupée en deux parties qui sont séparées physiquement par un "mur" infranchissable et sous haute surveillance militaire. *Les tentatives de franchissement par des manifestants ont à chaque fois provoqué des incidents mortels* (quatre morts en 1996)²⁵. »

Un journaliste « rigoureux », désireux d'informer et pas de susciter le choc ou l'indignation, aurait pu prendre un peu de distance et contextualiser ces images. Il aurait aussi pu expliquer les restrictions de sorties et d'entrée imposées par le Hamas lui-même, comme cette loi qui impose un visa aux journalistes, ONG ou militants pro-palestiniens, ou quand il interdit à des étudiants d'aller poursuivre leurs études à l'étranger.

« Dès les premiers mois du siège, ils ont creusé des tunnels vers la frontière Égyptienne » *FAUX encore!* Les tunnels ont – comme les tirs de roquette – commencé à être creusés bien avant le début du blocus, et même bien avant le retrait israélien de Gaza. En témoigne par exemple l'article de Georges Malbrunot publié dans *le Figaro* du 10 janvier 2009, « Dans le secret des tunnels de Gaza²⁶ ». Dans cet article on peut lire :

« Jusqu'à la seconde intifada en 2000, leurs propriétaires étaient protégés par des responsables de services de sécurité de l'Autorité palestinienne, qui en verrouillaient l'accès. (...) Bref, un trafic, comme on en trouve dans la plupart des zones frontalières du Moyen-Orient, où l'autorité de l'État est souvent défaillante.

(...) À partir de fin 2000, la donne a changé : les insurgés palestiniens ont utilisé ces galeries pour s'approvisionner en armes. (...) Le retrait israélien de la bande de Gaza à l'été 2005 et la prise de contrôle du territoire par le Hamas en juin 2007 ont alors renforcé cette contrebande d'armes, qui va des pièces détachées de roquettes iraniennes ou chinoises, aux missiles antiaériens, en passant par des tonnes de TNT et autres explosifs, indispensables à la détonation des missiles que le Hamas tire sur le sud d'Israël.

Jusqu'au retrait israélien, les creusements se faisaient uniquement la nuit. La journée, les gens avaient peur des patrouilles de Tsahal », se souvient Mohammed, un habitant de Rafah, au fait de ces trafics en tout genre. Le percement de ces tunnels est devenu la principale activité économique de Rafah, et un mode de redistribution sociale, savamment contrôlé par le Hamas, avec ses règles, ses tarifs, et même son vocabulaire propre. »

Les journalistes « rigoureux » n'ont pas pris la peine de contrôler leurs affirmations.

« Car à la demande d'Israël, l'Égypte avait aussi fermé sa frontière ».

FAUX toujours! L'Égypte a fermé sa frontière pour son propre compte et pas à la demande d'Israël, bien que ce soit la version qui court sur les sites pro-palestiniens français. Son argumentation : « L'ouverture définitive de Rafah rendrait l'Égypte responsable de Gaza et laisserait le champ libre à Israël en Cisjordanie ; ce serait un coup fatal porté à la cause palestinienne ». Au Caire, on exclut toute « solution durable tant qu'il n'y aura pas de réconciliation interpalestinienne » et tant que les observateurs européens ne seront pas revenus. Sans compter l'inavoué : les Égyptiens ne tiennent pas à voir entrer chez eux les islamistes du Hamas ni à voir déferler des masses d'immigrants palestiniens.

Là encore, les journalistes « rigoureux » n'ont pas pris la peine de contrôler leurs affirmations.

« L'état s'est desserré avec l'Égypte depuis la révolution et le renversement du régime Moubarak »

FAUX, bien sûr! Plusieurs fois déjà, les Palestiniens avaient percé la barrière égyptienne et déferlé sur l'Égypte qui avait laissé faire. Après l'affaire du *Navy Mar-mara* l'Égypte a annoncé l'ouverture permanente de sa frontière avec Gaza, c'est-à-dire en juin 2010. Déjà on annonçait une ouverture permanente. La Révolution égyptienne (qui a commencé en janvier 2011) annonce à nouveau la réouverture permanente en mai 2011. Mais cette Révolution n'a pas changé grand-chose pour ce qui est de la liberté de circulation entre Gaza et l'Égypte – comme le signale un article signé Ramzy Baroud daté du 30 juin 2011 et repris par *Courrier International*²⁷ – si ce n'est que les autorités égyptiennes se font un peu plus menaçantes envers Israël.

« Les Gazaouis sont traités comme des animaux », déplore une amie, qui craint que son fiancé ne puisse pas quitter le territoire même en ayant ses papiers en règle.

Quelques semaines après l'annonce par un responsable égyptien de l'ouverture « permanente » de la frontière [à partir du 28 mai] offrant une voie de salut aux Palestiniens assiégés dans la bande de Gaza, le poste frontière de Rafah a été ouvert pendant deux jours, sous conditions, avant d'être refermé pendant quatre jours. Toutes ces annonces ne sont que paroles en l'air. Cette dernière réouverture « permanente » s'accompagne de conditions et de toute une série de restrictions liées à l'âge, au sexe ou encore au but du séjour. »

Ce qui est confirmé par un article de *l'Express* daté du 13 septembre intitulé « Sortir de Gaza par l'Égypte reste un calvaire²⁸ ». Même les autorités actuelles

Anne Lifshitz-Krams

de l'Égypte n'ont pas très envie de faciliter cette circulation. Encore une erreur de la part de nos journalistes « rigoureux ».

Plomb durci: l'indignation qui se pare des plumes de l'information

Du moment où nous a convaincu qu'une minorité de Gazaouis soutiennent le Hamas, on en vient tout naturellement à ce message convenu : l'opération est « *une punition collective pour les agissements d'une minorité* ».

Ce mot avait déjà du succès dans l'article de *l'Express* du 9 août 2004 cité plus haut. Déjà le même ton entendu et le même parti pris pour nous convaincre que les checkpoints n'avaient pas tant pour but la sécurité que le désir « de mettre la population sous pression en compliquant le quotidien de tout un chacun ». On peine à trouver de l'information dans ce gimmick qui est moins du vocabulaire de l'information, que du registre de l'indignation et même de l'appel à l'indignation. Notre journaliste « rigoureux » préfère manifestement manipuler les phrases choc plutôt que de nous expliquer les événements qui ont mené à cette opération.

S'agissant des envois de roquettes sur Sderot qui ont entre autres été à l'origine de l'intervention, nul ne songe à les qualifier de « *punition collective* ». Les enfants de Sderot sont-ils coupables des agissements de l'armée ou du gouvernement israéliens ?

Sur sa lancée, le journaliste « rigoureux » poursuit en reprenant à son compte l'accusation non vérifiée selon laquelle les Israéliens auraient tiré des obus au phosphore « *sur des quartiers habités* ». Ajoutant cette formule péremptoire que même le rapport Goldstone n'ose pas énoncer : « *Une utilisation formellement interdite par les conventions internationales.* »

FAUX ! Mais notre journaliste « rigoureux » devrait savoir que cette affirmation est d'autant plus douteuse que l'OTAN lui-même (dont la France est membre) a utilisé et utilise encore ces mêmes armes (ou est du moins régulièrement accusée de la faire). Et de fait, l'utilisation des bombes au phosphore n'est pas prohibée par les conventions internationales et certainement pas « formellement », même si les ONG le réclament depuis longtemps et même si il est *recommandé* de ne pas les utiliser dans les zones habitées²⁹. A nouveau, on est dans le registre de la conviction ou de l'indignation, pas de l'information.

On continue, toujours sur le ton de l'indignation, pour énoncer le nombre des victimes. Et là encore le journaliste « rigoureux » nous assène des chiffres : 1300 morts dont 900 morts civils.

FAUX ! Ou au moins contestable. Le chiffre de 900 civils a pour source le *Palestinian Center for Human Rights* mais il est loin de faire l'unanimité. Le ministre de l'intérieur du Hamas a avoué avoir perdu 700 de ses combattants³⁰ ce qui correspond très exactement aux évaluations que des organismes israéliens ont fait à partir de la comparaison entre la liste des morts et des listes de Palestiniens émargeant dans les groupes armés ou des récits de combats trouvés sur les sites internet des milices. L'inversion du rapport chiffré entre civils et com-

battants n'est pas anodine, même si elle n'enlève rien à la situation dramatique : elle modifie forcément l'interprétation implicite du but de l'opération et est une invite à fustiger l'armée pour avoir volontairement visé des civils, ce que contestent les Israéliens. Le choix de ces chiffres est bien une prise de position politique dans une région où tout est politique. D'autant que dans un entretien avec le *Washington Post* du 2 avril 2011, le juge Goldstone lui-même déclare : « Nous n'avons pas été capables d'établir de façon certaine combien des morts de Gaza étaient des civils et combien étaient des combattants ³¹. » Face à ces contradictions, des journalistes « rigoureux » auraient pour le moins dû être plus prudents.

«La zone tampon occupe un tiers des zones cultivables»

FAUX ! Ou du moins pas vérifié : Selon le reportage, le *no-man's land* de 300m de profondeur représenterait un tiers des terres cultivables de Gaza. En fait, si on calcule, $0,300 \times 51 \text{ km}$ de frontières = 15,3 km² soit... 4% de la superficie de Gaza (à peu près comme celui de Chypre). Faut-il en déduire que les terres cultivables à Gaza représenteraient moins de 12% de son territoire ?

Selon une autre source, cette zone tampon représenterait 6,25% des terres soit 22,5km² ³². Ce qui selon eux, représenterait... 20% des terres agricoles. Les terres agricoles occuperaient alors un peu plus de 31% de la superficie de Gaza. Alors, 20%? 30%? D'où viennent donc les chiffres de nos journalistes ?

Dans un article publié par ISM (une association fort peu favorable à Israël) on apprend que :

«Le membre du Comité Populaire Contre le Siège, Adi Marmash, estime qu'au moins un tiers des terres agricoles de Gaza sont sous contrôle israélien dans la zone interdite. Comme les terrains situés à la périphérie des villes sont utilisés pour des camps de personnes déplacées, et que les forces israéliennes élargissent en permanence la zone interdite, Marmash a déclaré qu'il était sûr que ce pourcentage avait dépassé les 20%.»

Une déclaration un peu confuse où on ne sait plus bien ce qui est 20% ou 30%, mais qui montre que ces chiffres sont des estimations et qui en plus laisse entendre qu'on compterait peut-être dans les terres agricoles occupées par Israël... l'espace occupé par les camps de réfugiés de l'intérieur !

Le chiffre de 1/3 des terres cultivables est un de ces chiffres qui courent, mais qui ne reposent sur aucune réalité vérifiée. Peut-être un rappel de cet autre chiffre de 30% des terres cultivables occupées autrefois à Gaza par les colons (en fait seulement 16%)? Un de ces chiffres ronds magiques qui attirent l'œil et repris sans vérification par notre journaliste « rigoureux »?

Soldats invisibles contre paisibles fermiers

L'armée, nous dit le journaliste, «tire à vue sur toute personne qui le franchit.

Anne Lifshitz-Krams

L'objectif est de limiter les attaques du Hamas, mais pour les agriculteurs c'est une catastrophe».

Ce qui est mis en image dans le reportage où on voit en effet non pas les soldats israéliens tirer mais de paisibles fermiers en train de tenter de cultiver leurs terres obligés de courir sous des tirs, et cela apparemment sans raison. L'image est à peu près la même du côté de la mer.

Là encore, un journaliste « rigoureux » ne devrait-il pas aussi nous informer que les groupes combattants utilisent largement la couverture de ces « paisibles agriculteurs » pour tenter de s'infiltrer en territoire israélien et renouveler le coup de l'enlèvement de Gilad Shalit ou pour tirer sur Sderot ?

Au moment même où nous écrivons tombe cette dépêche (en date du 10 octobre 2011):

Bande de Gaza : un terroriste palestinien tué par l'explosion d'un engin

De source palestinienne, on apprend qu'un Palestinien d'une vingtaine d'années a été tué lundi près de la frontière avec Israël, au Nord de la Bande de Gaza. Tsalhal confirme cette information, précisant que ce terroriste a été tué lorsqu'il tentait de déposer une charge explosive près de la barrière de sécurité.

Le 7 juin 2010, le *Yedioth Aharonot* nous apprenait que :

« Une cellule palestinienne portant des combinaisons de plongée et des armes, tentant de s'infiltrer par la mer a été repérée par les forces navales israéliennes de l'unité Snapir ce matin, dans les eaux de Nahal Aza. (...) Peu de temps après, l'armée de l'air a fait feu sur une autre cellule préparant un tir de roquettes depuis le nord de Gaza »

Au mois de mars 2010, 5 barils d'explosifs dérivant depuis Gaza avaient été retrouvées aux abords d'Ashkelon, Ashdod, Tel Aviv et Netanya.

Preuve s'il le fallait que israéliens ne tirent pas comme le suggéraient des textes cités plus haut juste pour le plaisir de terroriser des civils palestiniens ou d'empêcher les pêcheurs de travailler. De fait, il ne se passe pas une semaine sans que l'armée découvre des explosifs ou des entrées de tunnel près de la barrière de sécurité ou sans qu'ils ne déjouent une tentative d'infiltration par la mer.

Comment ces explosifs ou ces entrées de tunnels dissimulées dans des serres ou dans des fermes sont-ils arrivés là, comment ont été largués les explosifs dérivant ? A l'insu du plein gré de ces paysans ou pêcheurs ? Certains diront que ça ne justifie pas les tirs ou la largeur de la zone tampon. Il reste que des journalistes « rigoureux » auraient dû donner ces informations. A défaut, il ne reste dans l'esprit du téléspectateur que l'image choc du paysan courant pour se protéger des tirs. On ne verra pas celle des enfants de Sderot courant pour se mettre à l'abri des roquettes.

«L'un des endroits les plus surpeuplés au monde».

VRAI, mais c'est encore un de ces gimmicks tout droit sorti du discours de la réprobation anti-israélienne qui nécessiterait quelques explications pour ne pas être qu'un élément de langage. Pour illustrer à quel point il ne s'agit que d'un élément de langage du discours de la réprobation et de l'indignation, revenons à la bande dessinée de Joe Sacco dont nous parlions plus haut. Voici comment le magazine en question la décrit : « Sacco n'occulte rien. Quand il dessine Gaza, elle se tient devant nous, surpeuplée (...) ». Rappelons à nouveau que nous sommes en 1956 et que la bande de Gaza est sous domination égyptienne.

Gaza, nous dit-on dans le reportage, a accueilli des réfugiés de 1948. C'est vrai. Mais il y avait à Gaza, en 1948, quelque 80.000 habitants auxquels sont venus s'adjoindre environ 170.000 réfugiés. Les recensements donnaient 270.000 habitants en 1950, soit 750 habitants au km². C'est beaucoup, mais surpeuplé Gaza en 1956 ? Comment en est-on alors arrivé à une population de 1,5 millions de personnes, et une densité de plus de 4000 habitants au km² ?

C'est que les Palestiniens – dont certains nous disent qu'ils seraient « génocidés » ont l'un des taux de croissance naturel les plus élevés au monde, et il est encore plus élevé à Gaza qu'en Cisjordanie. Et cela à la fois du fait de l'une des natalités les plus élevées du monde, mais aussi grâce à un taux de mortalité et même de mortalité infantile parmi les plus bas de la région. Une relativement faible mortalité qui donne une espérance de vie supérieure à 72 ans, supérieure à certains pays européens comme l'Arménie ou la Roumanie, supérieure au voisin égyptien, à la Syrie, à l'Iran.....

Par ailleurs la densité de population est-elle nécessairement un handicap ? Cela reste à démontrer. Le pays qui a la plus grande densité de population au monde est Monaco, et juste derrière on trouve Singapour. La jeunesse de la population pourrait aussi être une source de dynamisme si les deux tiers de cette population n'étaient pas des « réfugiés » homologués par l'UNRWA dont la moitié sont encore enfermés dans des camps.

En tout cas le journaliste « rigoureux » n'a pas cru nécessaire de nous donner ces informations sur le niveau de santé de cette population. Une information qui relativiserait trop la description effrayante du sort des Gazaouis ?

Plus pauvre que pauvre ?

«Avec l'embargo, le chômage a explosé à Gaza, avec Plomb durci, la grande pauvreté a triplé». nous dit le journaliste qui complète: « la moitié de la population ne survit qu'avec l'aide humanitaire, sans ces distributions, Gaza affronterait une crise humanitaire grave», tandis qu'un témoin nous vante un « avant » idyllique dont on ne sait pas exactement quand il se situait : « toute la région était remplie d'arbres fruitiers, surtout des agrumes. Il y en avait tellement que les branches s'entrelaçaient. (...) Cette terre était la première pour l'exportation, mon père avait planté les arbres en 1952, mais en 2006, les Israéliens nous ont tout rasé ».

Une bande dessinée n'est certainement pas une bonne référence, mais que nous dit à ce sujet l'article sur le « Gaza 1956 » de Joe Sacco qui serait particulièrement bien renseignée : « *Quand il dessine Gaza, elle se tient devant nous, surpeuplée, laide, pauvre. On en sent presque l'odeur, cette odeur de la Bande, des égouts à ciel ouvert. Quand il dessine les Palestiniens, il n'omet pas les yeux haineux, les cris de rage, les larmes aux paupières.* » (...) « *Et comme il faut bien commencer quelque part* », admet en voix off Joe Sacco, le récit montre l'arrivée des réfugiés palestiniens dans la zone quasi désertique de Gaza. »

Alors, zone quasi désertique Gaza en 1948 ? Zone laide et pauvre en 1956 ? Ou zone riche exportatrice d'agrumes que l'occupation israélienne aurait désertifié comme l'affirme notre témoin relayé par le journaliste ? Nos journalistes « rigoureux » n'ont à nouveau pas vérifié les souvenirs de leur témoin. Les *Annales de Géographie* de 1959 donnent un élément de réponse. Un article sur « le développement de l'agrumiculture méditerranéenne »³³ propose en effet un tableau des surfaces cultivées et des tonnages produits en 1957 par pays. C'est-à-dire 10 ans après la création d'Israël et 10 ans avant qu'Israël n'occupe Gaza. On y apprend qu'à cette date, Israël produisait 430.000 tonnes d'agrumes sur 26.000 ha de terres, tandis que toute l'Égypte (inclus Gaza) ne produisait que 215.000 tonnes sur 17.000 ha. L'ensemble de la méditerranée produisant 4,7 million des 15 million de tonnes mondiales produites. Concernant l'Égypte, on apprend aussi que la production est encore loin de saturer le marché intérieur et que les exportations sont insignifiantes. Si cette zone est devenue à un moment donné riche et exportatrice, c'est donc probablement lors de l'occupation israélienne.

Nous avons déjà fait lors de notre analyse du rapport Goldstone, au sujet de la destruction des entreprises industrielles par l'opération *Plomb durci* la démonstration de la difficulté d'évaluer ces pertes et les responsabilités dans les difficultés économiques de Gaza tant les rapports étaient falsifiés³⁴. Nous écrivions à l'époque :

« Si les chiffres de la Banque mondiale sont exacts, et on n'a pas de raisons d'en douter, on pourrait croire que l'aviation israélienne aurait réalisé le miracle de la multiplication des petits pains, étant parvenue à « détruire » (ou « endommager ») 324 entreprises et leurs 4000 emplois quand il ne restait un an auparavant que 1750 salariés dans 195 entreprises. D'autant qu'un rapport de l'ONU daté de la mi-décembre 2008 confirme que l'effondrement continue en 2008 en dénombant alors seulement 23 entreprises industrielles fonctionnelles de façon permanente à Gaza. »

Il est certain que ni le blocus, ni cette opération de 2009 n'ont fait du bien ni à l'économie de Gaza ni au niveau de vie de ses habitants. Pourtant à y regarder de près, on se rend compte que le bilan fait par les ONG n'était guère plus brillant avant 2009, et même avant 2005.

Ainsi selon cet article de Mohamed Assadi publié en juin 2008 sur le site de l'ISM:

« Dans son rapport annuel, le Bureau des Statistiques a déclaré qu'en 2007, 51,8% des Palestiniens dans la Bande de Gaza vivaient sous le seuil de pauvreté, contre 47,9% en 2006 ³⁵. »

Mais en novembre 2006, on lit sur un rapport du CICR:

« Selon les estimations, entre 14% et 18% des ménages gagnaient moins de 500 ILS (116 USD) en Cisjordanie, *tandis que le pourcentage était de 58-64% dans la bande de Gaza.* (...) Assistance humanitaire dans la bande de Gaza : la plupart des ménages de réfugiés « pauvres » de la bande de Gaza recevaient de l'assistance, principalement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA). Cette aide était fournie sous forme de nourriture mais était complétée par de l'argent liquide dans le cas de quelque 18 000 ménages en situation de « détresse ». Selon les estimations, environ 70% des ménages de réfugiés vivant dans la bande de Gaza recevaient une assistance régulière³⁶. »

Enfin selon diverses estimations la pauvreté atteignait déjà 81% à Gaza en 2004³⁷ rivalisant en cela avec Haïti, le Tchad ou le Libéria. Cette année là un rapport du BIT affirmait déjà que plus de 50% de la population de Gaza dépendait de l'aide internationale.³⁸

Déjà on pouvait lire cette alerte dans le *Washington Post* du 6 décembre 2000 : « la pauvreté augmente dans la bande de Gaza, et une crise humanitaire est à craindre, selon des économistes ».

A l'inverse, un site du gouvernement français affirme qu'en 2009 le taux de pauvreté à Gaza serait de... 38% (ce qui est déjà beaucoup) comme le taux de chômage³⁹ ! Tandis qu'un article de *La Croix* daté du 22 septembre 2011 nous dit : « Depuis le blocus imposé par Israël en juin 2006 après l'enlèvement du soldat israélien, Gilad Shalit, suivi de l'opération militaire israélienne « Plomb durci », en décembre 2008-janvier 2009, le chômage a explosé dans la bande de Gaza – plus de 45 % de la population est sans emploi –, ainsi que la pauvreté. »

Le risque de crise humanitaire à Gaza ressemble bien à un serpent de mer – et à un de ces nombreux gimmicks de désapprobation du conflit – qu'on brandit périodiquement pour mobiliser l'opinion publique internationale. Au risque d'être accusé de cynisme, on a envie de dire qu'à force de tripler quand elle est déjà à 80%, la grande pauvreté va finir par percer le plafond. Bien sur qu'il y a de la pauvreté à Gaza, personne ne le nie. Mais comment l'évaluer ? Et quelle est la part du blocus et des opérations militaires ou celle de la mauvaise gestion du Hamas ou de la mise sous tutelle de l'aide huma-

nitaire de « réfugiés » qui les a maintenus durant 70 ans dans cette pauvreté avec interdiction d'en sortir sous peine de ne plus pouvoir jouir de son « droit au retour »?

Une autre question ne sera pas posée : Comment cette zone sans cesse au bord de la crise humanitaire a-t-elle pu gagner trois ans d'espérance de vie depuis 2000, 20 ans depuis 1970 ? L'espérance de vie à Gaza en 1967 était voisine de celle des pays africains (proche de 50 ans) elle est désormais dans le carré VIP des pays occidentaux. Ce n'est pas l'image habituelle d'une région en pleine crise humanitaire. Les journalistes de *France 2* ne semblent guère plus rigoureux dans leur vérification des chiffres donnés par l'administration du Hamas que les rapporteurs de la mission Goldstone. Mais comme les journalistes « rigoureux » n'en sont pas à une contradiction près, ils remarquent tout de même dans le même temps que : « la contrebande en a enrichi plus d'un ».

De fait, l'article sur les tunnels cité plus haut indique les revenus des « tunneliers » : « Une équipe de « coupeurs » perçoit en moyenne 100 dollars chaque mètre de tunnel dégagé. (...) A cette époque, il y aurait eu 1250 entrées de tunnel à Rafah ». Et des milliers de km. De quoi faire vivre bien pas mal de gens, et pas seulement les grandes familles possédant les tunnels, mais une quantité de petites mains.

Des revenus qui ne sont certainement pas déclarés aux enquêteurs de l'ONU ou de la Croix Rouge. Pas plus que certaines rémunérations venues du Hamas ou des différentes milices. Comment alors évaluer la pauvreté réelle à Gaza ? Comment évaluer toute cette économie souterraine et quelle est la part de la prise en charge de la population par les ONG dans le maintien de cette région dans l'inactivité économique ? Quel était le paysage industriel ou agricole « avant » (et quel avant) ? On n'aura que ces témoignages pour le savoir. Car nos journalistes « rigoureux » n'ont pas enquêté à ce sujet.

Réprobation du Hamas oblige, ce reportage est bien moins lisse que celui sur la Cisjordanie : prêches anti-israéliens, entraînement des troupes du Hamas, danger pour les opposants, roquettes, enlèvement de Gilad Shalit... Tout est dit. Contrairement à Monsieur Hessel qui ne l'avait pas rencontré⁴⁰, les journalistes de *France 2* ont vu le Hamas à Gaza. Toutefois, on retrouve cette même absence de questions élémentaires qui seraient posées par les journalistes dans toute autre région du monde et feraient l'objet d'enquête : par exemple où sont recrutés ces miliciens du Hamas ou du Jihad islamique, quel est leur lien avec le reste de la population (il faut pourtant bien qu'ils soient pris quelque part !) et on revient vite au grand méchant israélien. En l'absence de ces enquêtes, on reste dans la posture banalement accusatoire que permet la reprise de tous les éléments de langage les plus galvaudés.

Quand aurons nous aussi au lieu de ces éternels reportages dédiés à la réprobation d'Israël (et accessoirement du Hamas) ponctués de « c'était mieux avant » un reportage « rigoureux » sur l'évolution économique et sociale de la région et

de la population palestinienne à Gaza et en Cisjordanie depuis 1967, voire depuis 1948 et même avant ?

Les frontières de la discorde

C'est le titre du troisième reportage. Nous ne reviendrons pas sur le terme « frontière » dont nous avons abondamment discuté plus haut, ni sur la question de Jérusalem-est. Même si cela fait l'essentiel de ce reportage et si le préambule nous dit à nouveau que « les Israéliens ne veulent plus entendre parler du tracé qui existait avant la guerre des Six jours ». Aucun des éléments de langage sur les colonies qui « accaparent l'eau et les meilleures terres » ou qui s'implantent « dans et autour de Jérusalem est » ne manquent à ce reportage. Nous n'avons pas les moyens d'entrer dans toutes ces accusations. Par exemple nous ne nous attarderons pas sur les tracasseries administratives. Nous ne reviendrons pas non plus sur les témoignages magnifiant un « avant » idyllique (par exemple quand un témoin affirme qu'ici coulait une rivière qui se serait asséchée par la vertu des colons) : nous avons vu ce qu'il faut en penser.

Même si évidemment tout n'est pas entièrement faux rien n'est – dit de la façon dont c'est dit – entièrement vrai. C'est, comme précédemment, surtout l'absence de regard critique sur les phrases toutes faites qu'ils se contentent d'illustrer comme des gimmicks ou sur les déclarations des témoins de la part de journalistes convaincus et occupés à constituer un dossier strictement à charge qui transforme ce qui devrait être un reportage informatif en une propagande propre à susciter l'indignation.

« Malgré les apparences, il est très riche en eau. »

L'accusation d'eau volée par Israël est tellement récurrente dans les médias qu'aucun journaliste « rigoureux » ne prend plus la peine de l'interroger. « Il y a tellement d'eau ici que ça pourrait alimenter toute la région » dit un témoin que personne ne prend la peine de corriger. Et nous sommes encore plus édifiés avec cette station de pompage israélienne dont les bédouins n'ont pas le droit de profiter.

La question de l'eau et de son partage est une question compliquée et nous n'en sommes pas spécialistes, mais on peut tout de même trouver ici ou là quelques pistes de réflexions qui pourraient relativiser ces gimmicks de la réprobation d'Israël et éviter à un journaliste un peu curieux de les utiliser brut de décoffrage.

Tout d'abord, loin d'être « riche en eau », cette région en manque cruellement. Un rapport de la FAO signale que la ration d'eau individuelle n'est nulle part aussi réduite que dans le bassin du Jourdain : la quantité d'eau potable de bonne qualité disponible par personne et par an est de 250 m³ en Israël, avec seulement 85 m³ en Cisjordanie, et 200 m³ en Jordanie⁴¹. Le même rapport note que « Les deux pays en amont du Jourdain – Liban et la Syrie – disposent de 3 000 m³ à 1 200 m³ par personne et par an », 10 fois plus qu'Israël.

Israël manque d'eau au point d'avoir été obligé d'en acheter à la Turquie⁴², de recycler les eaux usées, de dessaler l'eau de mer et qu'il a inventé une technique d'irrigation goutte à goutte qu'il exporte partout dans le monde entier. Concernant le partage avec les Palestiniens, le professeur Haïm Gvirtzman, de l'institute of Earth Sciences à l'Université hébraïque de Jérusalem, consultant de l'International Water Association (IWA), affirme que loin d'augmenter, l'écart de consommation par habitant entre Israéliens et Palestiniens se resserre⁴³. Selon lui, il y aurait aujourd'hui des comités bilatéraux pour l'eau entre Palestiniens et Israéliens pour un partage équitable de l'eau et « les Palestiniens reçoivent bien plus d'eau que ce qui est défini par l'ONU comme suffisant aux besoins humanitaires ».

Comment est évaluée et qui évalue la consommation d'eau des Israéliens et des Palestiniens ? Et qui a raison de ceux qui donnent des écarts de consommation de 1 à 4 ou 5 (1 à 3 selon le rapport de la FAO) ou du professeur Gvirtzman ? Voilà encore une enquête qu'on aimerait suivre un jour de la part d'un journaliste « rigoureux » qui ne se contenterait pas de répéter quelques gimmicks victimistes.

Si nos journalistes « rigoureux » avaient enquêté au-delà des témoignages immédiats, ils auraient par exemple appris aussi que certains villageois palestiniens préfèrent boire de l'eau polluée de leurs puits que l'eau fournie par Israël parce qu'ils ont peur qu'elle ne soit empoisonnée⁴⁴.

La « mosquée » de Hébron

« Fort de cet attachement biblique des colons se sont installés depuis 1967 », « d'un côté de la mosquée, les musulmans, de l'autre derrière une vitre pare-balles, les Juifs prient devant le tombeau d'Abraham ». « Les violences et les humiliations dues à la présence des colons ». Ainsi est commenté le reportage sur Hébron qui montre de pauvres Palestiniens inoffensifs brimés par les « Juifs ».

Nos journalistes « rigoureux » sont si peu étonnés que leur témoin qualifie de « mosquée » le tombeau des Patriarches de la Bible hébraïque, construit du temps d'Hérode le Grand, qu'eux-mêmes reprennent ce mot appliqué y compris à l'endroit où prient les Juifs ignorant ou voulant ignorer qu'il participent ainsi – comme l'UNESCO – de la négation palestinienne du lien des Juifs à cette terre et à leurs lieux saints, et préparant l'interdiction qui leur sera faite de s'y rendre dans le cadre d'un futur Etat palestinien.

Pas plus qu'ils n'interrogent ce terme de « colons » systématiquement appliqué aux Juifs de Hébron. Pour leur défense, même les journalistes juifs utilisent ce terme. Mais il est vrai qu'il faut avoir un minimum de culture historique pour savoir qu'il y a toujours eu depuis les temps bibliques une communauté juive dans cette ville sainte du judaïsme. Une communauté qui a dû être évacuée en urgence en 1929 par l'armée anglaise suite aux émeutes antijuives qui ont fait 67 morts et des centaines de blessés. Comme beaucoup de gens, nos journalistes « rigoureux » n'ont vu aucun incon vénient à l'interdiction aux Juifs de leurs lieux

saints entre 1948 (1929 pour Hébron) et 1967 et ils ne verraient aucun inconvénient à interdire aux Juifs religieux de s'installer aujourd'hui près d'un de leurs lieux les plus saints sous prétexte que cette présence déclencherait des violences.

Ignorant cet épisode historique, nos journalistes « rigoureux » ne peuvent pas se montrer curieux sur ce que sont devenues les maisons juives confisquées par les Arabes en 1929 ou en 1948. Pas plus qu'ils ne sont curieux de savoir quand ni comment un lieu de pèlerinage juif vieux de 2000 ans est devenu « mosquée ». On aurait aussi pu s'attendre à ce que des journalistes « rigoureux » expliquent que la bataille pour la possession des lieux saints des trois religions n'a pas seulement à voir avec l'occupation israélienne, qu'elle ne concerne pas que ce lieu et pas que les juifs et les musulmans et qu'elle a souvent été résolue de façon étonnamment violente à coup de poings ou pire, y compris entre différentes obédiences chrétiennes ou entre musulmans et chrétiens. A preuve les échanges de coups de poing entre prêtres orthodoxes et arméniens dans le Saint Sépulcre à Jérusalem qui ont nécessité l'intervention de la police israélienne.

Surtout, tout à leur élan réprobateur contre les « colons juifs », nos « rigoureux » journalistes n'ont pas vu les violences des gentilles victimes palestiniennes contre ces méchants « colons » bourreaux juifs régulièrement pris à parti par des jets de pierres et par des tirs et qui ne peuvent prier que sous la protection de l'armée. Ils se contenteront de ce témoignage sans aller voir si les violences ne sont pas réciproques.

Pourtant, si dans les médias et sur les sites pro-palestiniens on aime bien citer Baruch Goldstein, on oublie volontiers que la communauté juive de Hébron est et a été l'objet d'attaques nombreuses qui se sont multipliées après les accords d'Oslo, et tout particulièrement après le déclenchement de la seconde Intifada, incluant des attaques-suicides, des attaques à l'arme blanche et des tirs depuis le quartier d'Abu-Sneina. A commencer par la grenade lancée en 1968 sur des Juifs en prière qui a fait 47 blessés et causé des dégâts au bâtiment. En novembre 2002, 12 Israéliens sont tués dans une embuscade sur le chemin du Tombeau des Patriarches et un enfant est tué par un sniper. Plus récemment ce sont 4 israéliens qui sont tués en septembre 2010 dans une embuscade, et il y a quelques jours, le 23 septembre 2011, c'est un père et son nourrisson qui sont tués dans un accident provoqué par des jets de pierre.

On s'entretue beaucoup dans cette région au nom de la garde des lieux saints et ces pierres régulièrement lancées depuis le Mont du Temple à la sortie de la prière musulmane sur les Juifs qui prient devant le mur des Lamentation en témoignent.

Nos journalistes « scrupuleux » ne nous informent pas non plus que c'est en vertu du Protocole d'Hébron, signé en 1997 entre Arafat et Netanyahou, que la ville est divisée en deux secteurs : l'un sous contrôle palestinien, entièrement arabe, l'autre qui inclut le quartier juif historique, le Tombeau des Patriarches et la nouvelle ville de Kiryat Arba regroupe 30.000 arabes et environ 10.000 juifs qui sont sous la protection de l'armée israélienne. Comme ils oublient de nous

informer que des observateurs internationaux sont chargés de faire respecter et accord et qu'ils ont eux-mêmes payé le prix fort pour leur présence⁴⁵.

Comme Emilie Baujard qui proposait sur *France Info* le 30 septembre un reportage intitulé « Hébron tente de résister à la colonisation israélienne », la plupart des journalistes français « rigoureux » ont parfaitement intégré la revendication d'une Palestine se devant d'être judenrein, y compris là où ils ont vécu depuis les 2000 dernières années, et y compris là où ils ont bâti leurs plus anciens lieux religieux.

Plutôt que de nous servir le millième reportage sur les colons qui briment les victimes palestiniennes, on aurait aimé que, dans le courant d'une émission sur la possibilité d'un Etat palestinien, ces journalistes « rigoureux » aient l'originalité et l'honnêteté de poser la question du maintien possible d'une présence juive (et de leur protection) et d'un partage des lieux saints dans le cadre de cet Etat, et s'il serait acceptable de revenir à la situation de 1948-1967 où les Juifs étaient privés de leurs lieux Saints.

Jérusalem: «partie arabe» et «rapport démographique»

«Israël a annexé la partie arabe», «Renverser le rapport démographique», telles sont quelques uns des leitmotifs repris par nos journalistes toujours aussi « rigoureux » et toujours dans le registre de l'accusation plus que de l'information, mais toujours aussi ignorants de l'histoire comme de la géographie. S'ils avaient regardé d'autres sources, ils auraient su que ce qu'ils nomment la « partie arabe » comprend entre autres toute la vieille ville de Jérusalem, c'est-à-dire non seulement les quartiers chrétien et musulman mais aussi le quartier arménien et surtout le quartier juif qui renferme le lieu le plus saint du judaïsme : le Mur des Lamentations. Une partie que le plan de partage prévoyait d'internationaliser et pas du tout de faire la capitale d'un Etat arabe. Nous avons vu plus haut comment on est passé dans les textes d'une ville sainte devant être internationalisée à Jérusalem « territoire arabe occupé ». On n'y reviendra pas.

Ils auraient vu aussi que du point de vue démographique, et bien avant la construction des quartiers neufs, Jérusalem a été une ville à majorité juive de 1850 au moins et jusqu'en 1948 quand la Jordanie s'est emparée de la plus grande partie. Curieux de reprocher aux Israéliens de vouloir revenir à l'état existant avant la guerre de 1948.

D'autres mots prennent ainsi un sens particulier comme ces «Palestiniens qui ont perdu leur maison au profit des Israéliens» s'agissant de maisons achetées de façon tout à fait légale, et même parfois s'agissant de maisons qui appartenaient à des Juifs avant 1948, illégalement occupées par des arabes depuis et rachetées tout de même au prix fort par des israéliens.

Accords d'Oslo et feuille de route

Charles Enderlin – encore lui – interviewe Nabil Shahat. Celui-ci affirme qu'Is-

raël n'a pas respecté les accords d'Oslo. Notre journaliste « rigoureux » oublie de lui rappeler que ces accords supposaient des obligations des deux côtés. Et que de leur côté, les Palestiniens n'ont respecté aucun de leurs engagements. En particulier concernant les armes et le désarmement des milices. Ne pensant qu'à présenter le dossier à charge contre Israël, les journalistes « rigoureux » ne songent pas que les exigences que l'on peut avoir envers Israël, valent aussi pour les Palestiniens.

Nabil Shahat affirme aussi sans être contredit que la Feuille de route impliquait « dès le départ » et en préalable un arrêt des colonies. Pourtant, cette fameuse « feuille de route » dont se réclame Nabil Shahat signée en 2003, en pleine Intifada stipulait seulement en première étape :

« Les Palestiniens entreprennent immédiatement de mettre fin de façon inconditionnelle à la violence » (...) Dès le début de la phase I : les dirigeants palestiniens diffusent une déclaration sans équivoque réaffirmant le droit d'Israël à exister en paix et en sécurité et demandant un cessez-le-feu immédiat et sans condition pour mettre fin aux activités armées et à tous les actes de violence dirigés contre des Israéliens en quelque lieu que ce soit. »

On a vu ce qu'il en a été... Mais notre journaliste « rigoureux » a certainement oublié cette partie là du programme : ça ne fait pas partie de ses éléments de langage permettant de pointer du doigt les responsabilités israéliennes.

Etat Juif

« Israël doit être un Etat moderne, celui de ses citoyens, comme la Palestine ne sera pas un Etat arabe », dit encore Nabil Shahat – une phrase propre à flatter les pro-palestiniens universalistes – sans qu'à nouveau Charles Enderlin n'ose (?) le reprendre et lui demander par exemple pourquoi alors ils veulent que tous les Juifs sortent de l'Etat palestinien, sans l'interroger sur la place de l'islam dont il se garde bien de parler dans le futur Etat palestinien, ni expliquer qu'il s'agit d'une forme de négation de l'Etat d'Israël ou au moins rappeler ne serait-ce qu'en aparté qu'Israël n'a pas d'autre raison d'être et d'avoir été créé que pour servir de foyer au peuple juif.

Et les « réfugiés »

Nous avons déjà abordé ci-dessus la question de ces « réfugiés » de père en fils depuis 70 ans. L'occasion nous est donnée ici de revenir sur le statut des réfugiés en droit international. Nous apprendrons quelques vérités intéressantes dans ce reportage. Parmi ces vérités, le fait que la loi libanaise interdit aux Palestiniens d'exercer certaines professions ou d'être propriétaires. Mais aussi nous entendrons un vieil homme qui explique qu'il a quitté son village et est venu directement au Liban, parce que « les rois des Arabes à l'époque ils nous avaient dit qu'en un mois et demi ils jetteraient les Israéliens dehors ». Un aveu qui remet sérieusement en cause ce gimmick à la mode, popularisé par les nouveaux historiens israéliens et repris par Etienne Leen-

hardt dans son introduction : les Palestiniens ont été « chassés de leur terre en 1948 ». Tout en suivant le contenu de ce reportage, nous allons en profiter pour interroger le droit commun en ce qui concerne le statut de réfugiés.

Déplacés ou Réfugiés?

« Sont considérées comme personnes déplacées “les personnes ou groupes qui ont été forcés de fuir leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, soudainement ou de manière imprévue, par suite d’un conflit armé, de troubles internes, de violations systématiques des droits de l’Homme ou de catastrophes naturelles ou causées par l’Homme qui n’ont pas traversé une frontière nationale reconnue comme telle au plan international”. Autrement dit, la différence essentielle entre une personne déplacée et un réfugié réside dans le franchissement d’une frontière internationale par le réfugié⁴⁶. »

On a vu plus haut, dans le reportage sur la Cisjordanie, que même à l’intérieur il continue à exister des « camps de réfugiés », et que les autorités palestiniennes ont déjà averti qu’ils ne leur accorderaient pas la citoyenneté pour préserver leur droit au retour. Comment en est-on arrivé à les considérer comme réfugiés alors qu’ils n’ont franchi aucune frontière internationale « reconnue comme telle au plan international ? Ne sont-ils pas dans leur propre pays ? Quelle devrait-être la position de l’ONU et de l’UNRWA sur la prise en charge de ces « réfugiés » après la création de l’Etat ? Nos journalistes « rigoureux » préfèrent ne pas aborder ces points dérangeants.

Réfugiés de père en fils

Le reportage commence très fort : une fillette naît et la journaliste affirme « *elle est déjà un problème pour Israël et une charge pour la communauté internationale* ». Pourquoi un enfant né au Liban, de parents probablement eux-mêmes nés au Liban (et peut-être même de grands parents) serait-il un problème pour Israël ? Pourquoi devrait-il nécessairement être à la charge de la communauté internationale ?

Le statut commun des réfugiés stipule que

« Les organisations en charge des réfugiés se soucient désormais de trouver des solutions durables aux “crises humanitaires prolongées” dans lesquelles les deux tiers des réfugiés se trouvent pris au piège. (...) Au-delà du secours apporté en urgence, il s’agit d’organiser le rapatriement ou, à défaut, l’installation dans le pays d’accueil ou dans un pays tiers de ces populations. »

Mais l’employée de l’UNRWA (l’organisme créé spécialement au Bénéfice des seuls Palestiniens) nous explique que les Palestiniens, en contradiction avec ces règles, ont eux droit au statut de réfugiés de père en fils

Et de fait, le même rapport de la documentation française nous apprend que :

« Sont reconnues comme réfugiés palestiniens les personnes dont le lieu de résidence habituel était la Palestine deux ans au moins avant le conflit de 1948, à la suite duquel elles ont perdu leur foyer et leurs moyens de subsistance et ont gagné, en 1948, les territoires dans lesquels opère l'UNRWA un an plus tard. *Leurs descendants peuvent se prévaloir des services de l'UNRWA.*

L'UNRWA est chargé de fournir une aide de première nécessité et d'assurer le fonctionnement des services sociaux, de la santé et de l'éducation. *Son mandat ne comprend pas les missions fondamentales du HCR, à savoir la recherche de solutions durables et la protection internationale des réfugiés.* »

On apprend par la même occasion qu'il suffit d'avoir habité deux ans avant 1948 en Palestine pour bénéficier de cet étonnant (peu enviable ?) privilège. Pourtant, la seule définition opérationnelle de l'UNRWA est : une personne « dont le lieu de résidence était la Palestine pendant la période du 1^{er} Juin 1946 au 15 mai 1948, et qui a perdu sa maison et ses moyens de subsistance à la suite des conflits de 1948 et 1967 ⁴⁷ ».

Un document PDF joint précise :

« Les réfugiés de Palestine, ainsi que les descendants des réfugiés de Palestine *en ligne masculine*, y compris les enfants légalement adoptés, sont éligibles à être enregistrés. »

En ligne masculine ? Ce n'est pas ce que nous disait l'employée de l'UNRWA dans le reportage, ni ce que dit le dossier de la Documentation française. Pas plus que ce qui est habituellement dit dans les médias. La confusion semble grande dans les définitions successives qui nous sont données. D'autant que ce document liste des réfugiés enregistrés de catégories bien plus larges qui peuvent bénéficier des services de l'UNRWA sans être pour autant des réfugiés enregistrés et dont on ne sait pas quel est le statut réel, ni si ils font partie ou pas des 5 millions dont il est question ci-dessous.

En effet, le site de l'UNRWA précise en outre que « En mai 1951, l'UNRWA a hérité d'une liste de 950 000 personnes de ses prédécesseurs. Dans les quatre premiers mois d'opérations, l'UNRWA a réduit cette liste à 860 000 personnes, basée sur les efforts de recensement minutieux et d'identification des réclamations frauduleuses. Les réfugiés de 1948 enregistrés *et leurs descendants* sont maintenant au nombre de 5 millions et résident principalement en Cisjordanie, à Gaza, en Jordanie, au Liban ou en Syrie. »

Comment en est-on arrivé à ce décompte ? Qui est compté ? Comment se fait-il que nos journalistes « rigoureux » n'interrogent à aucun moment ces définitions et ce statut si spécifique qui ne semble pas les étonner ? Plutôt que refaire à nouveau le reportage mille fois vu sur la misère des réfugiés du Liban- reportage destiné uniquement à créer de l'émotion et de la réprobation (contre Israël, contre le Liban, contre... mais surtout pas contre les Palestiniens eux-mêmes) – ne serait-ce

pas plus utile, « rigoureux » et informatif dans le cadre de la question posée (« un Etat Palestinien est-il possible ? ») de nous proposer un reportage plus innovant nous expliquant comment, par qui et pourquoi a été décidé cet étonnant « privilège » qui condamne à vie et de façon héréditaire des gens à vivre dans la misère des camps. Et pourquoi ils ne peuvent ou ne veulent pas en sortir. Le prétexte nous est livré sans commentaire dans le même dossier de la Documentation française :

« La Convention de 1951 sur le statut des réfugiés ne s'applique pas dans ce cas car elle donne une définition individuelle du statut de réfugiés, alors que les Palestiniens bénéficient d'un droit collectif au rapatriement. »

Cette différence présentée comme une évidence nécessiterait pourtant bien des explications. On a un peu de mal à comprendre ce qui justifierait davantage un « droit collectif au rapatriement » pour les Palestiniens que pour tous les réfugiés de tous les autres conflits, chassés tout aussi collectivement et pour des raisons identiques.

Cette condition si particulière des réfugiés Palestiniens jamais remise en cause n'a pourtant pas peu contribué à l'impossibilité de résoudre le conflit. Quant à la prise en charge complète de millions de personnes sur 3 ou 4 générations sans protection, elle expliquerait la prolifération des armes – sujet à peine effleuré par nos reporters « rigoureux » mais qui mériterait aussi l'attention dans des camps gérés par l'ONU. Une misère qui entretient la colère, tandis que le statut de réfugiés à vie entretient, comme le suggère tout de même le reportage, l'illusion d'un « retour » impossible.

Le droit au retour, prétexte et mensonges

« Nous ne pouvons pas les intégrer pour qu'ils ne renoncent pas au droit au retour » dit ce témoin libanais, tandis que la journaliste affirme : « ce droit au retour leur a été reconnu dès 1948 par la résolution 194 ».

FAUX bien sur. Que dit donc cette fameuse résolution dans son article 11 – le seul à traiter de la question des réfugiés ?

« Décide que les réfugiés souhaitant retourner dans leurs foyers *et vivre en paix avec leurs voisins* devraient être autorisés à le faire le plus tôt possible »

Outre que cette résolution ne fait pas spécifiquement mention des réfugiés palestiniens et peut donc s'appliquer aussi aux réfugiés juifs de cette guerre, outre qu'elle ne mentionne pas un « droit » au retour, encore moins un « droit » collectif, mais un choix individuel, et une possibilité assortie de la restriction de « vivre en paix avec ses voisins », il est tout de même assez étrange de voir aujourd'hui les Palestiniens se réclamer d'un seul article de cette résolution

(qui en compte 14) qu'ils avaient à l'époque – comme la résolution 242 – rejetée en bloc dans la mesure où elle impliquait la reconnaissance d'Israël.

Notre journaliste « rigoureuse » oublie elle aussi les restrictions de cette résolution, tout autant que ce rejet arabe quand elle ajoute « En devenant membre de l'ONU Israël a implicitement reconnu cette résolution, mais ne l'a jamais appliquée ». Comment exiger d'Israël qu'il applique une résolution que ses « partenaires » arabes ont refusée ? Mais à nouveau, elle ne fait que reprendre sans le contrôler l'un des gimmicks de la propagande pro-palestinienne et de la réprobation d'Israël.

A ce point, il n'est pas inutile de rappeler que la résolution 194 inclut entre autres un rappel de trois points importants de la résolution 181 allègrement jetés aux orties et dont se gardent bien de nous informer tant nos journalistes « rigoureux » que monsieur Abbas et ses supporters pro-palestiniens :

Article 7 : protection et libre accès à tous les Lieux Saints

Article 8 : démilitarisation et internationalisation de Jérusalem

Article 9 : Accès le plus libre possible à Jérusalem par la route, le rail ou l'air.

L'exigence de leur retour collectif sur le territoire israélien et pas sur celui du futur Etat palestinien est d'ailleurs contradictoire avec toutes les décisions prises dans tous les cas précédents de déplacements de populations faisant suite à des modifications de frontières. Qu'il s'agisse des populations Indiennes et Pakistanaïses ou des 40 millions de déplacés européens suite aux traités de 1945 : tous ont rejoint les frontières de leur nouvel Etat.

A titre d'exemple, rappelons que l'échec de la réunification de Chypre en 2004 est lié au fait que le plan proposé par l'ONU ne prévoyait ni le retour de tous les réfugiés grecs, ni le départ des colons turcs. Et cela alors même que

« La République de Chypre ne contrôle pas un tiers de son territoire en raison de la présence d'une armée étrangère depuis trente-quatre ans et la communauté chypriote grecque ne peut exercer ses droits à la liberté de mouvement et à la propriété en zone nord.

La communauté chypriote turque, minoritaire par rapport à la communauté chypriote grecque, est en train de devenir minoritaire dans la zone nord par rapport aux colons arrivés avec l'armée turque et l'alternative à la réunification serait pour elle, à terme, soit une forme d'assimilation, soit une partition définitive qui l'enfermerait dans un tête-à-tête avec la Turquie⁴⁸. »

Etrange impression de déjà vu dont la différence de traitement donnerait envie d'utiliser ce slogan à la mode : « deux poids, deux mesures ». D'un côté environ 100.000 chypriotes turcs et 120.000 colons venus d'Anatolie, plus 35.000 soldats Turcs, de l'autre 6 à 700.000 chypriotes turcs dont plus de 200.000 réfugiés et leur famille. Aux demandes des réfugiés d'un retour collectif il a été opposé le temps trop long... depuis 1974!

Anne Lifshitz-Krams

Ils ont troqué leur statut de victimes pour celui de «bouc émissaires». Ou la guerre du Liban revisitée par les journalistes «rigoureux».

Terminons ce chapitre sur cette phrase étonnante de la journaliste voulant expliquer le triste statut des Palestiniens au Liban et le peu de sympathie pour eux des Libanais. Vous avez bien entendu, ils sont devenus des «bouc-émissaires». Jamais un regard en arrière de la part des journalistes «rigoureux» pour s'interroger sur leur possible responsabilité dans leur sort. Suit un résumé de l'histoire des Palestiniens au Liban dans laquelle il apparaît tout de même que les Palestiniens ont depuis les années 1960 été autorisés à mener des attaques contre Israël depuis le sol libanais. Ce qui a bien évidemment entraîné des représailles israéliennes, dont ils sont rendus responsables.

Puis on apprend qu'en 1975, «les tensions entre communautés débouchent sur une guerre civile entre milices chrétiennes et musulmanes. La Résistance palestinienne va s'y trouver entraînée ! Les chrétiens font appel aux Syriens qui massacrèrent les Palestiniens....

Vaincu, Yasser Arafat et l'OLP quittent le pays sur des bateaux français abandonnant la population. Cela débouchera sur un immense massacre »

Voici donc tout ce que nos journalistes «rigoureux» mais étrangement amnésiques ont retenu et nous diront de la sanglante guerre civile libanaise dans laquelle des Palestiniens pourtant auteurs eux-mêmes de quelques massacres bien sanglants comme celui de Damour en 1976 (584 morts) et non seulement «entraînés», mais en grande partie responsables de la guerre deviennent d'innocentes victimes et des «boucs-émissaires». Où nos journalistes «rigoureux» ont-ils appris l'histoire ?

Malgré toutes ses erreurs et non dits ce chapitre participe peut-être moins que les autres de la réprobation d'Israël. Il n'en reste pas moins qu'il s'inscrit dans un ensemble et reprend comme les autres tous les éléments de langage de la propagande pro-palestinienne aujourd'hui devenus les leitmotivs jamais remis en question des médias français.

Les protocoles des Sages de l'AIPAC

Puisqu'il était question de la Palestine et de son accession au statut d'Etat, on aurait aimé en savoir un peu plus sur les forces en présence aux USA comme en Europe : qui soutient la demande des Palestiniens, comment, et pourquoi, qui agit contre cette demande comment, et pourquoi. Quelles sont aux USA et en Europe les forces divergentes ? Voilà qui aurait été du journalisme «rigoureux» et informatif. Mais ce n'est pas cette information que nous avons eu. A la place de ce tour d'horizon général, nous avons été édifiés par 20 minutes d'une étrange impression de déjà vu où le «lobby pro-Israël» sur lequel les journalistes se sont acharnés faisait figure d'accusé de quelque chose qui pourrait ressembler à un crime dans un procès sans avocat de la défense..

Ils s'en réclament dans leur reportage : les journalistes ont suivi le canevas et

utilisé exactement les méthodes de leurs modèles Walt et Maersheimer⁴⁹. Peut-être parce que leur propre logiciel plutôt pro-palestinien refuse d'intégrer l'hypothèse d'un soutien moralement et politiquement légitime, et sans contrainte, à Israël, il fallait absolument y chercher (et y trouver) de sombres motivations. Comme le clochard qui cherche sa pièce égarée sous le réverbère parce que là il y a de la lumière, ils ont vu la lumière que leur tendait aimablement ces auteurs : (le lobby pro-Israël en général – et l'AIPAC en particulier – est surpuissant et il dirige les USA). Et guidés par cette illumination ils ont joué le rôle du procureur et ont instruit un dossier à charge, à base d'images choc et d'interviews dont le sens était donné au montage et dont en plus les commentateurs nous disaient ce que nous devions en penser.

Une méthode en contradiction avec la déontologie du journaliste « rigoureux » : enquêter sur toutes les pièces du dossier (qui fait quoi comment des deux côtés) et ensuite formuler des conclusions sur le poids relatif des uns et des autres aux USA comme en France et sur les raisons de ce poids. Se focaliser uniquement comme l'a fait ce reportage sur une seule et unique cible n'est ni sérieux ni honnête. Quelques perles du genre prises parmi les « évidences » qui nous ont été déversées pendant près de 20mn :

La preuve par la « Standing ovation »

Netanyahou parle devant le Congrès Américain. Il est ovationné. Conclusion de la journaliste : cette ovation est « la preuve de l'influence du lobby pro-Israélien ». Pourquoi les journalistes « rigoureux » ne font-ils pas la même réflexion quand monsieur Abbas déclenche le même nombre de standing ovations au Parlement européen le 4 février 2009 ou à l'ONU ? Si le Congrès Américain ne suivait Netanyahou que parce que le lobby pro-Israélien les finance, ne se contenteraient-ils pas d'applaudissements polis ? Peut-on réduire une standing ovation à ça ? N'est-ce pas au contraire la preuve qu'au-delà du lobbying ses idées sont partagées par une majorité des représentants américains ? Et si c'était parce que ce qu'il dit va dans le sens de ce qu'ils estiment être les intérêts américains ?

La preuve par le prix des campagnes électorales

« Vu le coût des campagnes électorales, aucun candidat ne peut faire l'économie du soutien financier de l'AIPAC » nous affirme la journaliste « rigoureuse » sans même prendre la peine de se renseigner sur la part réelle de ce soutien par rapport d'autres (lobbys du pétrole ou des armes, Arabie saoudite...).

Pour ne parler que du lobby pharmaceutique, voici ce qu'en dit un article de Backchich en 2009 :

« Selon les chiffres officiels (aux Etats-Unis, la loi fédérale exige que les revenus des lobbyistes soient publics), l'industrie de la santé a, à elle seule, dépensé 396 millions de dollars pour son lobbying. Somme à laquelle il faut ajouter 39,3 millions de dollars empochés par les lobbyistes des assurances. Soit un total de 435,3 millions de dollars essen-

tiellement consacrés à contrer le projet de réforme du système de santé ou à en diluer les parties menaçant leurs profits (...). *Le lobbying est un jeu de chaises musicales auquel participent les membres du Congrès et leur staff.* D'après le *Washington Post*, cette année, les plus grosses sociétés médicales, hospitalières et d'assurances se sont offert les services de plus de 350 anciens membres ou staff du Congrès et du gouvernement devenus lobbyistes⁵⁰. »

Quant au lobby pétrolier, il aurait été le principal bailleur de fonds de la campagne électorale de Georges Bush⁵¹, ses intérêts coïncident-ils avec ceux d'Israël ? Peut-être, mais ce n'est pas certain. Pas plus en ce qui concerne les intérêts du lobby des armes. Mais de telles convergences d'intérêts pourraient aussi expliquer certaines décisions.

Nous verrons plus loin ce qu'il en est du lobby arabe ou pro-palestinien. Mais tout ce travail concurrent des différents lobbys, nos journalistes « rigoureux » ne l'a pas « trouvé ». Simple paresse d'aller regarder hors du halo de lumière fourni par le réverbère Walt et Maersheimer ou mise à l'écart volontaire des faits qui n'entraient pas dans leur théorie ?

La preuve par les sites internet de surveillance des médias

L'existence d'un site comme «*Camera*» qui observe les médias et leur envoie des courriers à chaque dérapage (du moins ce qu'ils considèrent comme tels) est une aubaine pour nos amateurs de complot sioniste. Ce serait là encore pour nos journalistes « rigoureux » la preuve de la puissance du « lobby pro-Israël ». Outre que c'est le droit de tout citoyen de vouloir corriger les erreurs ou mensonges relevés dans la presse, la question est de savoir

- Quelle est l'influence réelle de ces sites sur les organes de presse ?
- Combien d'autres sites identiques agissent dans l'autre sens ?
- Et celui-là interdit-il à d'autres de faire de même ?

Mais nos journalistes « rigoureux » n'ont pas fait cette enquête, bien trop occupés à vilipender ce « lobby » qui ose critiquer les journalistes. Ils n'ont, par exemple pas vu le groupe « *Fairness and Accuracy in Reporting (FAIR)* ».

Leur site proposait par exemple en janvier 2010 un charmant article mettant en cause le chef du bureau du *New York Times* à Jérusalem sous prétexte que son fils serait selon « *electronic Intifada* » (dont le seul nom dit bien de quoi il s'agit) engagé dans l'armée israélienne⁵². Sur la même page, on peut d'ailleurs voir une publicité pour le numéro d'octobre 2011 d'une Revue dont la couverture rappelle les habituelles caricatures de la « pieuvre juive », illustrant un article signé d'un certain Patrick Morrison, intitulé « *media monopoly revisited, The 20 corporations that dominate our information and ideas* »⁵³.

Parmi les sites ayant un projet identique à *Camera* mais dans le camp opposé, il faut citer « *ifamericanew* »⁵⁴ qui donne des statistiques du supposé biais pro-Israélien des médias et dont le principe est d'écrire à tous les journaux qui selon eux seraient ainsi biaisés. Bien d'autres existent.

Mais à nouveau nos journalistes « rigoureux » ne les ont pas « trouvés ». Simple paresse d'aller regarder hors du halo de lumière fourni par le réverbère Walt et Maersheimer ou mise à l'écart volontaire des faits qui n'entraient pas dans leur théorie ? A moins bien sur que ces sites défendant des thèses proches des leurs, leurs interventions auprès des médias pour promouvoir leur idéologie ne leur ait pas semblée anormale ?

La preuve par le journaliste « ancien membre de l'Aipac »

« On n'est jamais mieux servi que par soi-même, à CNN, le présentateur vedette Wolff Blitzer est un ancien membre de l'Aipac, il a pu y peaufiner son carnet d'adresses » affirment les journalistes. On pourrait leur objecter que leur « témoin » vedette est lui aussi un « ancien de l'Aipac », ce qui prouve qu'il n'est parfois pas pire critique que les « anciens » ceci ou cela (on l'a vu chez nous avec les anciens communistes).

Mais surtout est-il bien honnête de la part de journalistes « rigoureux » d'aller chercher comme preuve celui qui est peut-être le seul dans son cas parmi les centaines de chaînes de télévision et les milliers d'animateurs sur toutes les chaînes, y compris les animateurs vedette de celle-là précisément ? Tous les journalistes n'ont-ils pas des parcours et des amitiés différentes que nul ne songe à vérifier ? De fait, cet animateur est l'un des animateurs de CNN au même titre par exemple que Larry King ou Anderson Cooper. Et en tant que reporter, c'est la couverture médiatique que son équipe réalisa sur la guerre du Golfe qui lui a valu le prix *Cable ACE*, celle des attentats d'Oklahoma City qui lui vaut un Emmy Award. Pas grand-chose à voir donc avec le conflit israélo-palestinien. Il est aussi le seul journaliste à avoir été autorisé en 2010 à faire un reportage sur la Corée du Nord. Surement à cause de son carnet d'adresse de l'Aipac...

Pas besoin de gratter beaucoup à l'inverse pour trouver des journalistes engagés dans le camp pro-palestinien. On se souvient du cas de la doyenne des correspondantes de presse à la Maison Blanche, Hélène Thomas, qui au cours d'une interview a affirmé que les Juifs d'Israël devraient rentrer chez eux... En Pologne ou en Allemagne, et affirmant « je viens d'un milieu arabe ». Cela lui a valu le soutien du Hezbollah... Et de perdre son poste, mais elle avait déjà une très longue carrière derrière elle. Concernant CNN, c'est Octavia Nasr qui a fait scandale en 2010 pour avoir envoyé sur Twitter un message vantant, suite à son décès les mérites de l'Ayatollah Mohamed Fadlala, « l'un des géants du Hezbollah que je respecte beaucoup ». Avant de devenir rédacteur-en-chef du département Proche orient, Octavia Nasr était correspondante de guerre pour la Lebanese Broadcasting Corporation. Un point d'attache qui peut poser des questions quant à sa neutralité. Octavia Nasr était une des journalistes les plus influente au niveau mondial concernant le Proche-Orient. Elle était présente sur toutes les plateformes de CNN Worldwide. Dans la foulée, un autre animateur de la chaîne, Rick Sanchez, d'origine cubaine, a été renvoyé pour avoir publiquement parlé des Juifs qui « dirigent tous les médias ». Octavia Nasr a été

immédiatement réembauchée sur la chaîne Bloomberg TV comme... spécialiste d'Israël !

Ces deux là ont été découverts parce qu'ils ont fait scandale, mais combien d'autres sont tout aussi peu « neutres » en silence ? En quoi la présence d'un journaliste et même de plusieurs sur une chaîne prouverait-elle le poids du « lobby sioniste » sur la société américaine ? Ce n'est pas sérieux. Et à nouveau nos journalistes « rigoureux » n'ont cherché et « trouvé » que LE journaliste pro-israélien. Simple paresse d'aller regarder hors du halo de lumière fourni par le réverbère Walt et Maersheimer ou mise à l'écart volontaire des faits qui n'entraient pas dans leur théorie ? A moins bien sûr que ces journalistes défendant des thèses proches des leurs, l'usage qu'ils faisaient des médias pour promouvoir leur idéologie ne leur ait pas semblée anormale ?

La preuve par les chrétiens sionistes

Ils seraient nous disent les journalistes 40 millions aux USA et « le principal réservoir de voix républicaines ». Un chiffre qui n'est pas reconnu par tous les auteurs. Tout d'abord combien sont les chrétiens évangélistes en général ? Si on en croit une étude récente, ils représenteraient 34% des Américains, soit quelque 80 à 100 million de personnes. Parmi ceux-là, combien sont « sionistes » ? Car tous les évangélistes ne sont pas sionistes, loin de là.

Selon un article publié en juin 2011 par *Témoignage Chrétien*, reprenant un ouvrage de Célia Belin⁵⁵ pourtant citée parmi les références de l'émission, les chrétiens sionistes seraient... 22 millions. Un peu plus de la moitié du nombre qui nous est donné par nos journalistes « rigoureux ». Un quart à un cinquième de ces évangélistes traditionnellement Républicains (ce qui signifierait que les 3/4 à 4/5 ne le sont pas !). En fait, il semble que personne n'en connaît le nombre exact.

Mais ne pinaillons pas sur les chiffres. Quel que soit le nombre exact, finalement ces analyses ont ceci qui questionne : en gros, elles nous disent simplement – incroyable pour eux mais vrai – que si le gouvernement des USA est pro-israélien, c'est parce que – pour des motifs qui leur sont propres (qu'ils soient religieux, culturels, politiques, économiques ou autres) – une partie non négligeable du corps électoral américain... est pro-israélienne⁵⁶ ! Quelle grande découverte !

La preuve par les voyages de personnalités

Autre grief contre le lobby sioniste : l'organisation de voyages de parlementaires en Israël. Pourtant, chaque année, un nombre non négligeable de nos députés ou sénateurs européens vont en Israël et/ou en Palestine, mais aussi dans d'autres pays dans des voyages organisés par des groupes de pression de tous ordres. Faut-il en déduire qu'ils reviennent en tous en France prêts à voter telle ou telle loi favorable à Israël ou aux Palestiniens où au pays où ils étaient ?

Si les parlementaires américains sont si dorlotés par le lobby sioniste, com-

ment expliquer qu'en février 2010, 54 parlementaires américains ont signé une lettre adressée au président américain Barak Obama lui demandant « d'utiliser la pression diplomatique pour résoudre le blocus affectant Gaza »?

Le «lobby» a contribué à l'antiaméricanisme

C'est le drôle de slogan que répètent nos journalistes « scrupuleux » après Stephen Walt. Une argumentation qui n'est pas sans rappeler celle selon laquelle les Juifs qui se battent contre l'antisémitisme contribueraient à aviver l'antisémitisme.

Autrement dit, si on suit bien ces journalistes « scrupuleux », pour qu'il n'y ait pas d'antisémitisme et pas d'anti-américanisme, les Juifs ou plutôt les « sionistes » – qui désormais seraient des citoyens de seconde zone n'ayant pas droit à la liberté d'expression ni à la liberté de s'organiser et d'agir pour ce qu'ils considèrent comme leurs intérêts – n'ont qu'à se taire et faire profil bas. Le seul moyen de ne pas aviver l'anti-américanisme, étant par contraste de céder à toutes les exigences du lobby arabe....

On a trouvé les responsables du 11 septembre : ce ne sont pas ceux qui l'ont perpétré, ce n'est pas Ben Laden, qu'on se le dise, c'est le « lobby sioniste » parce qu'il agit de façon pas assez discrète. Une thèse finalement peu différente celle des complotistes qui affirmaient que les Juifs n'étaient pas dans les tours ce jour là.

Parce que le soutien à Israël – réel ou fantasmé – serait la cause des attentats contre nous, cessons donc de soutenir ce pays et laissons-le détruire par ses voisins. C'est en gros ce que dit Stephen Walt qui affirme dans la foulée sans la moindre preuve que ce lobby serait la cause de la guerre en Irak (comme si le lobby du pétrole n'y était pour rien !). Est-ce pour autant moral et courageux ? Les Juifs sont à nouveau sommés pour être de « bons Juifs » de ne pas soutenir Israël.

A se demander si le non dit n'est pas « sans Israël, le monde et les USA se porteraient mieux ».

Oser «critiquer» la politique de l'Etat hébreu

Voici encore une de ces ritournelles mille fois entendues – les « vilains sionistes qui traitent d'antisémite toute personne qui ose « critiquer » Israël » – reprise automatiquement par nos vertueux et « rigoureux » journalistes, bien commodes pour expliquer les levées de bouclier contre le livre de Walt et Maersheimer comme celles visant leur reportage. Ritournelle que les dits auteurs avaient eux-mêmes par avance largement utilisée pour désamorcer toute critique qui pourrait être faite de leur ouvrage.

De fait, ce qui peut-être considéré comme antisémite dans l'ouvrage de Walt et Maersheimer, ce n'est bien entendu pas d'avoir critiqué le « lobby pro-Israël », il serait stupide de nier son existence et ses efforts pour obtenir ce qu'il veut, c'est d'avoir posé comme préalable « le lobby pro-Israël (et lui seul) est tout puis-

sant et néfaste » et d'avoir, à partir de ce prémisse, bâti une sorte de roman susceptible de prouver leur hypothèse en écartant tout ce qui ne collait pas avec la conclusion prédéfinie.

Nos journalistes « rigoureux » auraient pu à tout le moins, au lieu de suivre aveuglément la piste tracée par ces deux respectables universitaires, remarquer que, parce que venant de professeurs d'université, la thèse de Walt et Maersheimer conforte étrangement celle de ces groupes de l'extrême droite américaine proche de la Nation Aryenne. Ceux-ci dans les années 1970-80 ont inventé l'acronyme ZOG pour désigner les « Zionist Occupation Government » – autrement dit les gouvernements qui seraient des marionnettes des « sionistes » (parmi lesquels l'Amérique, l'Angleterre, le Canada, la France, l'Allemagne....). Cet ouvrage leur sert aujourd'hui de source en même temps que d'alibi pour se dédouaner de leur antisémitisme⁵⁷.

Poursuivant néanmoins sur la même voie, nos journalistes « rigoureux » s'indignent de la mise au ban par les « sionistes » de Carter ou de quelques autres personnalités qui – à cause de l'extrémisme de leur expression – servent d'idiots utiles volontaires ou involontaires aux pires des antisionistes. Par contre ils n'ont pas remarqué à l'inverse de la mise au ban – voire la diabolisation – de personnalités décréetées « extrémistes sionistes » par le lobby antisioniste.

Pour revenir en France il suffit de voir comment des personnalités repérées comme « sionistes » – tels Bernard Henri Lévy, Alain Finkielkraut, Dominique Strauss Kahn (avant les affaires bien sur), ou même Elisabeth Lévy, Elisabeth Badinter – ont pu être traînées dans la boue. Des personnalités adulées pour avoir écrit un article anti-israélien deviennent du jour au lendemain de vilains « sionistes » pour avoir un jour pris une position autre. Tout « sioniste » devient automatiquement « raciste » sans que ça dérange grand monde. Le mot « sioniste » lui-même est devenu une insulte et presque un crime.

Peut-être certains sionistes ont-ils tendance à mettre au ban quelques personnalités antisionistes, mais ils ne font rien d'autre que ce que fait le reste de notre société qui par facilité procède aujourd'hui bien plus par anathèmes que par argumentation et débats politiques.

Jimmy Carter interrogé dans ce reportage regrette cet état de fait, mais la criminalisation du sionisme par les antisionistes n'est tout de même pas propice au dialogue. Comment Monsieur Carter espère-t-il débattre avec quelqu'un qu'il a accusé de complicité d'apartheid ? Nos journalistes « rigoureux » ne relèvent pas cette incongruité de reprocher à ceux qu'on met de accusation sans autre forme de procès de ne pas débattre et ils ne lui posent pas la question.

Et le lobby antisioniste ?

C'est le grand absent de ce reportage : nos journalistes « rigoureux » ne l'ont pas rencontré, ni en France ni aux Etats-Unis. Peut-être parce qu'ils en sont « à l'insu de leur plein gré » l'un des rouages ? Ce lobby antisioniste est pourtant bien présent et même très présent aux Etats-Unis comme en France.

Concernant les Etats-Unis, nous avons déjà parlé plus haut du travail réalisé sur des sites Internet (entre autres de surveillance des médias, mais pas seulement), des voyages organisés de personnalités ou de la diabolisation de certaines personnes.

Aux Etats Unis, le lobby arabe ou pro-palestinien⁵⁸ est explicitement et sans complexe depuis les années 1950 financé par les pays arabes. On peut citer l'*American Task Force on Palestine* (ATFP) qui a récemment rompu avec Abbas parce qu'ils ne soutenaient pas sa demande à l'ONU⁵⁹ ou le *National Association of Arab-Americans* (NAAA) fondé en 1972 et incluant entre autres un «*American-Arab anti-Discrimination Committee*», pendant de l'*Anti-diffamation league* ou une *association of Arab-American University Graduate*. Ces groupes travaillent ensemble sur la question palestinienne, ils publient des articles dans les journaux, organisent des campagnes de propagande contre Israël, sur le thème des droits de l'homme, appellent le gouvernement américain à faire pression sur lui. Ils organisent aussi des manifestations pro-palestiniennes et des campagnes de lettres. Ils ont également proposé d'apporter des témoignages pro-palestiniens au Congrès. Ils fustigent les partisans du soutien à Israël, et même ont cherché à faire passer des résolutions pro-palestiniennes par les plateformes des partis au niveau des Etats ou au niveau fédéral. Ils ont même tenté de poursuivre Israël devant les tribunaux américains. Qu'ils réussissent mal à ce jour à se faire entendre du gouvernement américain ne signifie pas qu'ils n'existent pas.

Ce lobby, en France comme aux USA on peut le rencontrer quand il arpente presque chaque semaine les pavés de nos villes à côté des bannières du Hamas ou du Hezbollah. Il prend parfois le visage de la haine la plus absolue quand il envahit les magasins pour retirer des rayons des produits qu'il a décidé de boycotter ou quand il veut interdire un spectacle « sioniste » ou israélien ou l'implantation en France d'une entreprise israélienne. Ils sont très présents sur les plateaux de radio où de télévision dans des émissions déséquilibrées comme « Là-bas si j'y suis » de Daniel Mermet sur *France Inter* ou « ce soir ou jamais » sur *France 3*. Il est sur tous les campus universitaires où il règne parfois en maître, utilisant les salles de l'Etat pour organiser ses réunions et criant à la censure chaque fois qu'il en est empêché, organisant des expositions contestables et contestées dans les musées ou dans les salles de l'Université. Ils s'invitent à chaque festival culturel⁶⁰ pour organiser des meetings politiques non contradictoires – généralement seule réunion à thème politique dans un programme se voulant culturel. Chaque commune possède son association pro-palestinienne subventionnée par la municipalité, et certaines municipalités sont engagées bien au-delà du financement à une association. Et cela tout en interdisant aux « sionistes » de pénétrer dans les murs de « leur territoire réservé ».

Il a totalement noyauté certains syndicats professionnels (en particulier du secteur public) au point que les brochures syndicales réservent une place de choix aux articles sur la Palestine (et seulement à eux) à côté des revendications syn-

dicales et que les comités d'entreprise participent au financement des « flottilles » avec l'argent en partie des contribuables.

En France, en Grande Bretagne comme aux USA, des syndicats d'enseignants décident d'organiser le boycott de leurs collègues israéliens.

Au point qu'il est devenu difficile aujourd'hui de se syndiquer ou de participer à une manifestation politique ou culturelle si l'on n'est pas antisioniste, tant un anti-israélisme primaire est omniprésent dans tous les meetings et toutes les réunions.

Malgré son omniprésence sur la scène publique, ce lobby a réussi le coup de maître de se rendre transparent (personne n'emploie à son sujet le mot de lobby, ni même n'en parle) et de faire aujourd'hui admettre son narratif comme le seul « rigoureux » – ainsi qu'il ressort de cette émission – tout en faisant passer pour hors-la-loi tout discours ou acte qui soutiendrait un tant soi peu Israël même quand celui-ci entre strictement dans le cadre de la loi et des droits de tout citoyen. On le voit dans les assauts souvent haineux menés régulièrement contre le « lobby sioniste » quand ce n'est pas le « lobby juif » représentés là-bas par l'Aipac, ici par le CRIF et par quelques personnalités qui respectent pourtant scrupuleusement la loi et ne font rien d'autre que ce qui est normal pour un groupe de pression politique, ce que font de leur côté les pro-palestiniens : agir selon leurs moyens pour tenter de faire changer l'opinion et la politique. Mais tout ce travail concurrent, nos journalistes « rigoureux » ne l'ont pas « trouvé ». Simple paresse d'aller regarder hors du halo de lumière fourni par le réverbère Walt et Maersheimer ou mise à l'écart volontaire des faits qui n'entraient pas dans leur théorie ? A moins bien sur que ces lobbys défendant des thèses proches des leurs, leurs interventions financières ou non pour promouvoir leur idéologie ne leur ait pas semblées anormales ?

De l'information, cette accumulation de « reportages » à charge ou de l'incitation à la haine ? Malgré les évidents choix idéologiques de leurs auteurs, la diffusion séparée un par un de ces reportages, mêmes partiels et erronés comme ils le sont sur de nombreux points, aurait été banale et pardonnable. Surtout si ces diffusions étaient compensées par d'autres reportages en sens inverse.

En démocratie, chaque point de vue doit pouvoir s'exprimer et après tout, on ne peut pas demander à tout le monde d'avoir le même regard que nous sur cette histoire complexe, ni même de connaître l'histoire (même si des journalistes faisant leur travail « avec rigueur » le devraient).

Mais la diffusion en continu de cinq reportages, tous sur le même ton, tous aussi peu curieux d'aller vérifier les témoignages ou les gimmicks qu'ils mettaient en image, tous liés entre eux par des commentaires qui nous expliquaient ce que nous devons penser, présentant comme une Vérité acquise des thèses parfois sulfureuses – et ayant souvent fait l'objet pour le moins de débats –, cette diffusion laissait d'autant moins de doutes sur le but recherché qu'elle ne laissait aucune place pour la contradiction. Il y avait bien là une atteinte à la démo-

cratie autant qu'au réel : il ne s'agissait pas de se demander si les Palestiniens réunissaient les conditions pour organiser un Etat et quel Etat ils réclamaient, mais il s'agissait de démontrer que les Palestiniens ne rêvent que de paix et d'indépendance et sont prêts à avoir un Etat « dans les frontières de 1967 », mais que les Israéliens pèsent de tout leur poids pour les en empêcher, que ce soit à l'intérieur comme du fait de leurs soutiens omnipotents de l'extérieur.

Sans économiser les artifices, mensonges factuels ou par omission, erreurs historiques, quand ils ne reprenaient pas à leur compte les clichés les plus obscènes (comme dans le dernier sujet), les auteurs ont entrepris de nous enfoncer dans le crâne – à coups de massue s'il le fallait – un scénario médiatique labélisé opposant l'image bucolique des bons palestiniens souriants filmés en gros plan qui ne veulent que la paix à des Israéliens sans visages dont on ne connaît que les tirs sanguinaires et à ces méchants sionistes si riches et puissants qu'ils manipulent les USA pour que les bons palestiniens n'aient pas leur Etat. Un de ces récits fait de fausses évidences martelées sans bénéfice du doute, qui finissent d'autant plus par devenir Vérité que chacun reprend exactement les mêmes mots, les mêmes formules, sans jamais prendre la peine d'aller vérifier si ces formules « magiques » correspondent aux faits.

Notes

1. Dépêche AFP reprise dans *le Monde* du 9 octobre 2011. Etienne Leenhardt aurait été menacé physiquement, et certains courriers comporteraient des insultes, ce qui est bien sûr regrettable et inacceptable.
2. Voir à ce sujet les rapports successifs de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH).
3. <http://www.m-r.fr/actualite.php?id=1513>
4. Une ritournelle qui a fait fortune y compris parmi les gens les moins suspects : désormais il faut s'excuser et se démarquer de ces « extrémistes juifs qui utilisent l'accusation d'antisémitisme pour interdire la critique d'Israël » à chaque fois que l'on veut faire remarquer qu'une formulation est antisémite. Et quiconque parle d'antisémitisme devient suspect d'être un « extrémiste sioniste » (comme si d'ailleurs être « sioniste » était criminel). Le beau travail de ce lobby pro-palestinien et médiatique – au nombre desquels certains se revendiquent de leur judéité – que d'avoir réussi à interdire la critique de la « critique d'Israël » tout en rendant suspecte la dénonciation de l'antisémitisme.
5. Le récent sondage effectué par Chloé Yvroux (doctorante à Montpellier) auprès des étudiants en histoire et géographie de son université a démontré que la majorité d'entre eux – pourtant supposés mieux informés que la moyenne – ne sait même pas situer Gaza ou la Cisjordanie sur une carte (<http://blog.mondediplo.net/2011-11-07-Bandes-a-Gaza-que-savent-les-etudiants-du-conflit>)
6. Sondage AWRAD (*Arab World for Research & Development*, Ramallah) du 28 août 2010 : 89,7% trouvent cette solution essentielle ou désirable ; 37,7% trouvent la solution à deux Etats inacceptable (15,2% la jugent tout juste tolérable), 47,1% jugent totalement inacceptable un Etat unique dont les Israéliens et les Palestiniens seraient les citoyens égaux (15% la jugent tout juste tolérable), 56,2% rejettent un Etat binational fédéral.

7. Article VI de cet accord du 3 avril 1949. http://avalon.law.yale.edu/20th_century/arm03.asp
8. Chacun se souvient du «triple non» du sommet de Khartoum: pas de réconciliation avec Israël, pas de reconnaissance de cet État, pas de négociation avec lui et réaffirmation des droits du peuple palestinien sur son pays.
9. Video visible avec sa traduction sur le site Internet de Memri. Le 30 septembre, c'est l'ambassadeur palestinien au Brésil qui affirme «Israël doit disparaître» devant un groupe d'étudiants, faisant même référence au président iranien, ce qui ne laissait aucun doute sur le sens de son propos (*Veja*, article en portugais de Reinaldo Azevedo, <http://veja.abril.com.br/blog/reinaldo/geral/%e2%80%9cesse-israel-tem-de-desaparecer%e2%80%9d-e-ninguem-soltou-um-pio-de-protesto/>)
10. Avraham Burg: *Vaincre Hitler: pour un judaïsme plus humaniste et universaliste*, Fayard, 2008. Voir à ce sujet son entretien avec Ari Shavit dans *Haaretz* du 7 juin 2007: «Defining Israel as a Jewish state is the key to its end».
11. Selon la Télévision de l'Autorité palestinienne du 28 novembre 2010, Abbas a adressé un courrier personnel à Omar Al-Bashir le président du Soudan – sous le coup d'un mandat d'arrêt international pour crimes contre l'humanité au Darfour – pour lui exprimer son opposition à l'indépendance du Sud Soudan (http://www.youtube.com/watch?v=9mCYvyyUqCA&feature=player_embedded). Quant aux médias d'État palestiniens, ils décrivent – comme d'autres médias arabes – l'indépendance du Sud Soudan comme un complot israélien pour affaiblir la nation arabe.
12. Par exemple cette dépêche de l'agence IRIB du 13 janvier 2011 intitulée «plan néfaste des sionistes pour le Soudan». <http://alqods-palestine.blogspot.com/2011/01/plan-nefaste-des-sionistes-pour-le.html>. Une thèse assez largement reprise ici d'ailleurs par certains sites musulmans ou pro-palestiniens. Par exemple cet article délirant publié sur le site Mejliss intitulé: «l'Amérique, Israël et le Sud du Soudan» ou cet autre publié sur Info-palestine.net daté du 12 janvier 2011 et repris de Al Manar: «Israël, source des divisions interarabes: le cas du Soudan». On se souvient aussi d'un article de Médecins sans Frontière paru sur *Rue 89* en juin 2007, accusant «Urgence Darfour» d'être proche des néo-conservateurs, et de Rony Brauman à *Ce Soir ou Jamais* en 2008 fustigeant la mise en accusation d'al Bachir devant le tribunal International.
13. C'est ce qu'expliquait Benjamin Barthes dans un article du *Monde* sur le camp de Jalazoune daté du 14 février 2009 («A Jalazoune, les Palestiniens déracinés revendiquent leur statut précaire »).
14. *Daily Star Lebanon*, 15 septembre 2011, interview de l'ambassadeur palestinien au Liban: «This would not only apply to refugees in countries such as Lebanon, Egypt, Syria and Jordan or the other 132 countries where Abdullah says Palestinians reside. Abdullah said that “even Palestinian refugees who are living in [refugee camps] inside the [Palestinian] state, they are still refugees. They will not be considered citizens”» <http://www.dailystar.com.lb/News/Politics/2011/Sep-15/148791-interview-refugees-will-not-be-citizens-of-new-state.ashx#ixzz1a5H5pX07>.
15. Ce que dit la Banque mondiale : si il y a eu de grands progrès concernant la corruption, «dans quelques domaines, notamment la gestion des biens de immobiliers de l'État, de la transparence dans la délivrance des licences et l'accès public à l'information, la Banque mondiale a trouvé peu ou pas de progrès réalisés pour améliorer la gouvernance ou la réforme de l'Institut. «Ce sont des domaines d'importance vitale pour tout gouvernement, pour son peuple et pour ses entreprises,», a déclaré Mark Ahern, premier spécialiste du secteur Public et le chef rapporteur.
16. «Corruption will let Hamas take West Bank, dramatic Warning delivered by Abbas's former corruption-

buster Fahmi Shabaneh», Khaled Abu Toameh, *Jerusalem Post*, 29/01/2010, cité dans *le Monde* du 10 février 2010. Voir aussi sur le site www.info-palestine.net l'article de Khaled Amayreh date du 27 janvier 2011: «l'Autorité palestinienne peut-elle éradiquer la corruption».

17. *Figaro* 14 février 2003: «Selon des sources diplomatiques, M. Arafat avait déjà rencontré le 11 février à Ramallah des émissaires de l'Union européenne, des Nations unies et de la Russie qui l'avaient pressé de réformer son administration, accusée de corruption et d'être liée aux attaques anti-israéliennes perpétrées par des groupes activistes palestiniens». *Le Monde* 14 avril 2003: «le cabinet proposé comprend plusieurs parlementaires, parmi lesquels Ziyad Abou-Amr et Nabil Amr, qui réclament depuis 1997 une réforme des institutions palestiniennes pour en éradiquer la corruption. Plusieurs ministres actuels précisément soupçonnés de corruption sont absents de la liste présentée par M. Abbas».

18. Par exemple cette vidéo du 21 mai 2007, signée Charles Enderlin, qui explique que pour détourner l'attention des combats avec le Fatah, le Hamas tire des roquettes contre Sderot. <http://ma-tv-video.france2.fr/video/iLyROoafXcZ.html>

19. 475 roquettes ont été tirées entre 2001 et 2004; 1255 roquettes et mortiers pour la seule année 2005; 1777 en 2006; 2807 en 2007 et 3706 en 2008.

20. Au cours du seul mois de novembre 2008, il y a eu pas moins de 126 tirs de roquettes et 71 obus de mortier.

21. http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-orient/une-prison-a-ciel-ouvert_488930.html?p=2

22. <http://www.veroniquevercheval.net/palestine.pdf>

23. <http://www.geostrategie.com/2374/gaza-1956-en-marge-de-l%E2%80%99histoire/>. Cette bande dessinée monte en épingle comme un « massacre » organisé de Palestiniens l'un des multiples incidents et représailles qui émaillaient à cette époque la frontière israélo-égyptienne alors que les fédératifs palestiniens faisaient eux-mêmes volontiers des descentes meurtrières dans les villages israéliens. Mais Joe Sacco n'a pas vu ceux-là. Un de ces multiples récits unilatéraux à la mode de ce conflit où l'arbre du « massacre » cache la forêt de la guerre et de ses tueries réciproques.

24. <http://www.consulfrance-jerusalem.org/spip.php?article792>

25. <http://pedagogie.ac-toulouse.fr/histgeo/ressources/secnouv/sec-04/chypre/chypre1.html>

26. <http://www.lefigaro.fr/international/2009/01/10/01003-20090110ARTFIG00206-dans-le-secret-des-tunnels-de-gaza-.php>

27. <http://www.courrierinternational.com/article/2011/06/30/toujours-aussi-difficile-de-passer-en-egypte>

28. http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-orient/sortir-de-gaza-par-l-egypte-reste-un-calvaire_1028136.html

29. Lire en particulier cet article qui est précis sur le sujet: <http://amfpgn.org/site/pourquoi-il-faut-interdire-les-bombes-au-phosphore-blanc/>. Vrai ou faux, les mêmes accusations visent aujourd'hui les troupes de l'OTAN dans leur bombardement de Sirte en Libye: <http://www.algeria-isp.com/videos/politique-libye/201109-V1340/alerte.html>, et les ont visé concernant l'Afghanistan.

30. Interview donnée au journal al-Hayat de Londres par Fathi Hamad, reprise par l'AFP: «*Il est un fait qu'au premier jour de la guerre Israël a frappé le siège de la police et a tué 250 membres du Hamas et de différentes factions, en plus des 200-300 agents auxiliaires [Izz al-Din] des Brigades al-Qasam. En outre, 150 agents de sécurité ont été tués, et le reste était des civils.*»

31. http://www.washingtonpost.com/opinions/reconsidering-the-goldstone-report-on-israel-and-war-crimes/2011/04/01/AFg111JC_story.html

32. «A Gaza, la zone interdite occupe 6,25% des terres» par Maan News, 28 juillet 2010 sur le site <http://www.ism-france.org/communiqués/A-Gaza-la-zone-interdite-represente-625-des-terres-article-14185>
33. Annales de Géographie, année 1959, vol. 68, n°370, pp. 560-562.
34. Voir *Controverses* n°13, mars 2010, p.
35. <http://www.ism-france.org/communiqués/Le-taux-de-pauvrete-a-Gaza-a-grimpe-en-fleche-par-rapport-a-la-Cisjordanie-article-9318>
36. <http://www.icrc.org/fre/resources/documents/report/palestine-report-211106.htm>
37. <http://www.cosmovisions.com/TableSeuilPauvrete.htm>
38. «La situation des travailleurs des territoires arabes occupés: rapport du BIT, 2004, p.19
39. http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/israel-territoires-palestiniens_413/presentation-territoires-palestiniens_4260/presentation_10767.html
40. 3 novembre 2010. <http://www.surlering.com/video/video.php/video/stephane-hessel-l-hypnotiseur-ami-du-hamas-et-sans-rires-jeux-sous-surveillance->
41. Voir à ce sujet François Mancebo, «Israël: une histoire d'eau», Université de Paris 4 Sorbonne, http://archives-fig-st-die.cndp.fr/actes/actes_2003/mancebo/article.htm
42. En aout 2002 Israël et la Turquie ont signé un accord portant sur 50 millions de m³ d'eau douce par an pendant vingt ans, pour une valeur d'environ un milliard d'euros.
43. <http://www.shalom-magazine.com/Article.php?id=500116>
44. Buthaina Mizyed, journée d'étude sur « l'inégalité des répartitions d'eaux souterraines: le cas israélo-palestinien », Congrès mondial de l'UICN à Barcelone, octobre 2008..
45. Le 27 mars 2002, deux observateurs de la Présence internationale temporaire à Hébron (TIPH), un Turc et une Suissesse, ont été tués par balles dans le secteur de la localité palestinienne d'Hal-houl, près d'Hébron. En 2006, ils ont dû quitter les lieux pendant l'affaire des caricatures.
46. «Réfugiés et droit d'asile dans le monde», Dossier de la Documentation Française, <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/refugies/deplaces.shtml>
47. FAQ de l'UNRWA, <http://www.unrwa.org/etemplate.php?id=87>
48. Rapport de l'Assemblée nationale du 9 juillet 2008, <http://www.assemblee-nationale.fr/13/europe/rap-info/i1048.asp>
49. *The Israel Lobby and US Foreign Policy (2006)*..
50. Doug Ireland, 27 novembre 2009, <http://www.bakchich.info/USA-la-reforme-de-la-sante-malade,09402.html>
51. A hauteur de 26 millions de dollars selon *L'Expansion* de novembre 2002.
52. <http://www.fair.org/index.php?page=4004>
53. <http://www.fair.org/index.php?page=4>
54. <http://www.ifamericaknew.org>
55. *Jésus est juif en Amérique – Droite évangélique et lobbies chrétiens pro-Israël*, de Célia Belin, Fayard.
56. Un sondage de Greenberg Quinlan Rosner daté du début du mois de novembre 2011 montre que 60% des Américains se sentent proche d'Israël et que seulement 15% ne l'aiment pas. 48% disent qu'il faut soutenir Israël pour seulement 13% qu'il faut soutenir l'Autorité palestinienne.
57. Voir à ce sujet l'article de Jeff Weintraub et sur le même site le courrier de Jeffrey Herf et Andrei Markovits, tous trois professeurs d'université, l'un sociologue. <http://jeffweintraub.blogspot.com/2006/03/mearsheimer-walt-on-zionist-conspiracy.html>
58. Tandis que l'ouvrage de Walt et Maersheimer et auparavant le long article qui l'a précédé ont fait

immédiatement le tour du monde et ont été traduits dans les heures qui ont suivi sa parution, un livre contradictoire de Mitchell Bard sur le lobby arabe aux États-Unis *The Arab Lobby: The Invisible Alliance That Undermines America's Interests in the Middle East* a été totalement passé sous silence. Comme sont totalement ignorés les écrits de Isaiah L. Kenen sur le «petro-diplomatic complex» depuis les années 1950

59. <http://www.haaretz.com/news/diplomacy-defense/pa-cuts-ties-with-pro-palestinian-u-s-lobby-over-criticism-of-un-statehood-bid-1.389886>

60. Par exemple le festival «musiques métisses» d'Angoulême dont l'espace des solidarités propose un débat sur «Au détriment des droits humains: le pillage des sols» animé par Charente Palestine Solidarité.